

A11D76
E88
2002/03
QL
P. gouv.



*Commission
des droits de la personne
et des droits de la jeunesse*

Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS

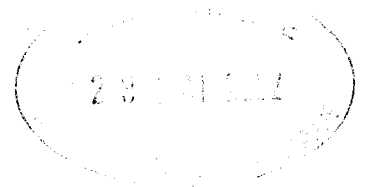
2002-2003

**COMMISSION DES DROITS DE
LA PERSONNE ET DES DROITS
DE LA JEUNESSE**

ÉTUDE DES CRÉDITS

2002-2003

**COMMISSION DES DROITS DE
LA PERSONNE ET DES DROITS
DE LA JEUNESSE**



ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

TABLE DES MATIÈRES

- 1 - Renseignements généraux**
- 2- Demande de renseignements généraux de
l'opposition officielle adressée à tous les ministères
et organismes gouvernementaux**
- 3- Demande de renseignements particuliers de
l'opposition officielle**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

**COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE
ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

1- Renseignements généraux

**LISTE DES MEMBRES DE LA
COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE
ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

NOM	DATE DE NOMINATION
MAROIS, Pierre (Président)	13 août 2001
GIROUX, Céline (Vice-présidente)	20 décembre 2000
LEFEBVRE, Roger (Vice-président)	26 juin 2001
CHABOT, Louis-Marie (Commissaire)	29 novembre 1995
CHÉNIER, François (Commissaire)	29 novembre 1995
DOUYON, Emerson (Commissaire)	7 juin 1999
DUPLÉ, Nicole (Commissaire)	5 août 1996
FOURNIER, Louise (Commissaire)	29 novembre 1995
GIROUX, Martial (Commissaire)	29 novembre 1995
GRENIER, Danielle (Commissaire)	7 juin 1999
MYRE, Jocelyne (Commissaire)	29 novembre 1995
NIEMI, Fo (Commissaire)	5 août 1996
RAYMOND, Diane F. (Commissaire)	5 août 1996
ROULEAU, Michèle (Commissaire)	5 août 1996

**COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE
ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

**SIÈGE SOCIAL
ET
BUREAUX RÉGIONAUX**

CHICOUTIMI

227, rue Racine Est
Bureau 1.05
CHICOUTIMI (Québec)
G7H 7B4

VAL D'OR

1200, 8^e rue, bureau 101
VAL D'OR (Québec)
J9P 3N7

HULL

170, rue Hôtel-de-Ville
Bureau 4.150
HULL (Québec)
J8X 4C2

SAINT-JÉRÔME

227, rue St-Georges,
bureau 202
SAINT-JÉRÔME (Québec)
J7Z 5A1

LONGUEUIL

1111, boul. Jacques-Cartier Est
Bureau RC-34
LONGUEUIL (Québec)
J4M 2J6

SEPT-ÎLES

456, rue Arnaud
Bureau 1.06
SEPT-ÎLES (Québec)
G4R 3B1

QUÉBEC

575, rue Saint-Amable
Bureau 4.31
QUÉBEC (Québec)
G1R 6A7

SHERBROOKE

375, rue King Ouest
Bureau 1.05
SHERBROOKE (Québec)
J1H 6B9

RIMOUSKI

337, rue Moreault
2^e étage
RIMOUSKI (Québec)
G5L 1P4

TROIS-RIVIÈRES

100, rue Laviolette
Bureau 100
TROIS-RIVIÈRES (Québec)
G9A 5S9

MONTREAL (SIÈGE SOCIAL)

360, rue St-Jacques,
2^e étage
MONTREAL (Québec)
H2Y 1P5

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

La mission :

La mission de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse prend assise dans une loi fondamentale, la *Charte des droits et libertés de la personne* (L.R.Q., c. C-12), dans la *Loi sur la protection de la jeunesse* (L.R.Q., c. P-34.1) et dans la *Loi sur l'accès à l'égalité en emploi dans les organismes publics* (L.Q. 2000, c. 45).

Dans le cadre du mandat que lui confie la *Charte des droits et libertés de la personne*, dont elle est fiduciaire, la Commission assure la promotion et le respect des principes qui y sont énoncés. Elle veille, par ailleurs, à l'application de la *Loi sur l'accès à l'égalité en emploi dans des organismes publics*.

Dans le cadre du mandat que lui confie la *Loi sur la protection de la jeunesse*, elle veille également, comme composante du système de protection de la jeunesse, au respect des droits reconnus par cette loi aux enfants dont la sécurité ou le développement sont compromis, ainsi qu'à la protection de leur intérêt. Cet élément de mission comprend aussi le respect des droits reconnus aux adolescents par la *Loi sur les jeunes contrevenants* (L.R.C., c. Y-1).

Depuis le 1er avril 2001, en vertu de la *Loi sur l'accès à l'égalité en emploi dans des organismes publics*, la Commission a pour mandats :

- De fixer le délai dans lequel tout organisme doit lui transmettre le rapport d'analyse de ses effectifs;
- De comparer la représentation des groupes visés œuvrant dans les organismes visés par la Loi avec leur représentation au sein des personnes compétentes ou aptes à acquérir cette compétence dans un délai raisonnable pour ce type d'emploi à l'intérieur de la zone appropriée de recrutement;
- De prêter assistance, sur demande, à l'élaboration d'un programme;
- De vérifier la teneur des programmes élaborés pour s'assurer de leur conformité aux exigences de la Loi et, le cas échéant, d'aviser les organismes des modifications qui doivent être apportées à leur programme;
- D'adresser des recommandations aux organismes en défaut de se conformer à des délais d'élaboration ou d'implantation d'un programme conforme à la Loi et, si ses recommandations ne sont pas suivies, de s'adresser au Tribunal des droits de la personne;
- De publier, tous les trois ans, la liste des organismes soumis à la Loi, en faisant état de leur situation en matière d'égalité en emploi.

Par Décret gouvernemental, la Commission est également chargée de surveiller l'application du Programme d'obligation contractuelle du Gouvernement du Québec.

Les responsabilités :

Responsabilités de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse en vertu de :

Charte des droits et libertés de la personne

Article 71 La Commission assure, par toutes mesures appropriées, la promotion et le respect des principes contenus dans la présente Charte.

Elle assume notamment les responsabilités suivantes :

1° faire enquête selon un mode non contradictoire, de sa propre initiative ou lorsqu'une plainte lui est adressée, sur toute situation qui lui paraît constituer soit un cas de discrimination au sens des articles 10 à 19, y compris un cas visé à l'article 86, soit un cas de violation du droit à la protection contre l'exploitation des personnes âgées ou handicapées énoncé au premier alinéa de l'article 48;

2° favoriser un règlement entre la personne dont les droits auraient été violés ou celui qui la représente, et la personne à qui cette violation est imputée;

3° signaler au Curateur public tout besoin de protection qu'elle estime être de la compétence de celui-ci, dès qu'elle en a connaissance dans l'exercice de ses fonctions;

4° élaborer et appliquer un programme d'information et d'éducation, destiné à faire comprendre et accepter l'objet et les dispositions de la présente Charte;

5° diriger et encourager les recherches et publications sur les libertés et droits fondamentaux;

6° relever les dispositions des lois du Québec qui seraient contraires à la Charte et faire au gouvernement les recommandations appropriées;

7° recevoir les suggestions, recommandations et demandes qui lui sont faites touchant les droits et libertés de la personne, les étudier, éventuellement en invitant toute personne ou groupement intéressé à lui présenter publiquement ses observations lorsqu'elle estime que l'intérêt public ou celui d'un groupement le requiert, pour faire au gouvernement les recommandations appropriées;

8° coopérer avec toute organisation vouée à la promotion des droits et libertés de la personne, au Québec ou à l'extérieur;

9° faire enquête sur une tentative ou un acte de représailles ainsi que sur tout autre fait ou omission qu'elle estime constituer une infraction à la présente Charte, et en faire rapport au Procureur général.

Partie 3, article 86 et suivants sur les Programmes d'accès à l'égalité.

Expertise conseil dans le cadre du programme d'obligation contractuelle du gouvernement du Québec.

Responsabilités de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse en vertu de :

Loi sur la protection de la jeunesse

Article 23 La Commission exerce les responsabilités suivantes, conformément aux autres dispositions de la présente loi :

- a) elle assure, par toutes les mesures appropriées, la promotion et le respect des droits de l'enfant reconnus par la présente loi et par la Loi sur les jeunes contrevenants;
- b) sur demande ou de sa propre initiative, elle enquête sur toute situation où elle a raison de croire que les droits d'un enfant ou d'un groupe d'enfants ont été lésés par des personnes, des établissements ou des organismes, à moins que le tribunal n'en soit déjà saisi;
- c) elle prend les moyens légaux qu'elle juge nécessaires pour que soit corrigée la situation où les droits d'un enfant sont lésés;
- d) elle élabore et applique des programmes d'information et d'éducation destinés à renseigner la population en général et les enfants en particulier sur les droits de l'enfant;
- e) elle peut, en tout temps, faire des recommandations, notamment, au ministre de la Santé et des Services sociaux, au ministre de l'Éducation et au ministre de la Justice;
- f) elle peut faire ou faire effectuer des études et des recherches sur toute question relative à sa compétence, de sa propre initiative ou à la demande du ministre de la Santé et des Services sociaux et du ministre de la Justice.

Responsabilités de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse en vertu de :

Loi sur l'accès à l'égalité en emploi dans les organismes publics (L.Q. 2000, c. 45)

Article 6 La Commission peut imposer à tout organisme un délai pour la transmission du rapport d'analyse d'effectifs.

A défaut pour l'organisme de se conformer à ce délai, la Commission peut s'adresser au Tribunal des droits de la personne, lequel peut ordonner à l'organisme de transmettre le rapport dans le délai qu'il fixe.

Article 7 Afin de déterminer s'il y a sous-représentation d'un groupe visé par la présente loi dans un type d'emploi, la Commission compare la représentation de ce groupe au sein des effectifs concernés de l'organisme avec sa représentation au sein des personnes compétentes ou aptes à acquérir cette compétence dans un délai raisonnable pour ce type d'emploi à l'intérieur de la zone appropriée de recrutement.

A cette fin, la Commission peut, après consultation de l'organisme, procéder par regroupement de types d'emploi.

Article 8 La Commission avise l'organisme du résultat de cette comparaison par type ou par regroupement de types d'emploi.

Article 12 La Commission, sur demande, prête son assistance à l'élaboration d'un programme d'accès à l'égalité en emploi.

Article 15 La Commission vérifie la teneur d'un programme d'accès à l'égalité en emploi en tenant compte des éléments suivants :

- 1° l'importance des effectifs de l'organisme et le nombre de personnes dans un type ou regroupement de types d'emploi;

2° la disponibilité, pour chaque groupe visé, de personnes compétentes ou aptes à le devenir dans un délai raisonnable dans les effectifs de l'organisme ainsi que dans la zone appropriée de recrutement;

3° la sous-représentation, en nombre et en pourcentage, des personnes faisant partie de chaque groupe visé;

4° l'augmentation ou la réduction prévue des effectifs au cours de la période couverte par l'échéancier;

5° le caractère raisonnable des objectifs quantitatifs poursuivis;

6° les mesures de redressement, les mesures d'égalité des chances, et le cas échéant, les mesures de soutien proposées;

7° les échéanciers du programme d'accès à l'égalité.

A cette fin, la Commission peut exiger d'un organisme tout renseignement ou document et faire les vérifications requises.

Article 16. La Commission peut demander à un organisme de modifier son programme d'accès à l'égalité en emploi si elle estime que :

1° les mesures proposées ne sont pas susceptibles de corriger la situation des personnes faisant partie de chaque groupe visé;

2° les objectifs quantitatifs poursuivis sont insuffisants eu égard à la disponibilité de personnes compétentes faisant partie de chaque groupe visé;

3° les échéanciers pour l'implantation des mesures ou l'atteinte des objectifs quantitatifs ne sont pas raisonnables.

Elle donne un avis motivé à l'organisme et lui indique le délai dans lequel son programme doit être modifié et lui être soumis de nouveau pour vérification.

Article 17 Si la Commission estime qu'un organisme est en défaut d'élaborer ou d'implanter un programme d'accès à l'égalité en emploi ou n'a pas modifié son programme conformément à son avis, elle peut lui faire des recommandations.

Article 18 À défaut par un organisme de se conformer à une recommandation de la Commission, celle-ci peut s'adresser au Tribunal des droits de la personne qui peut ordonner à l'organisme, dans le délai qu'il fixe, d'élaborer, de modifier ou d'implanter un programme d'accès à l'égalité en emploi.

Le programme est déposé devant ce Tribunal qui peut y apporter les modifications qu'il juge adéquates.

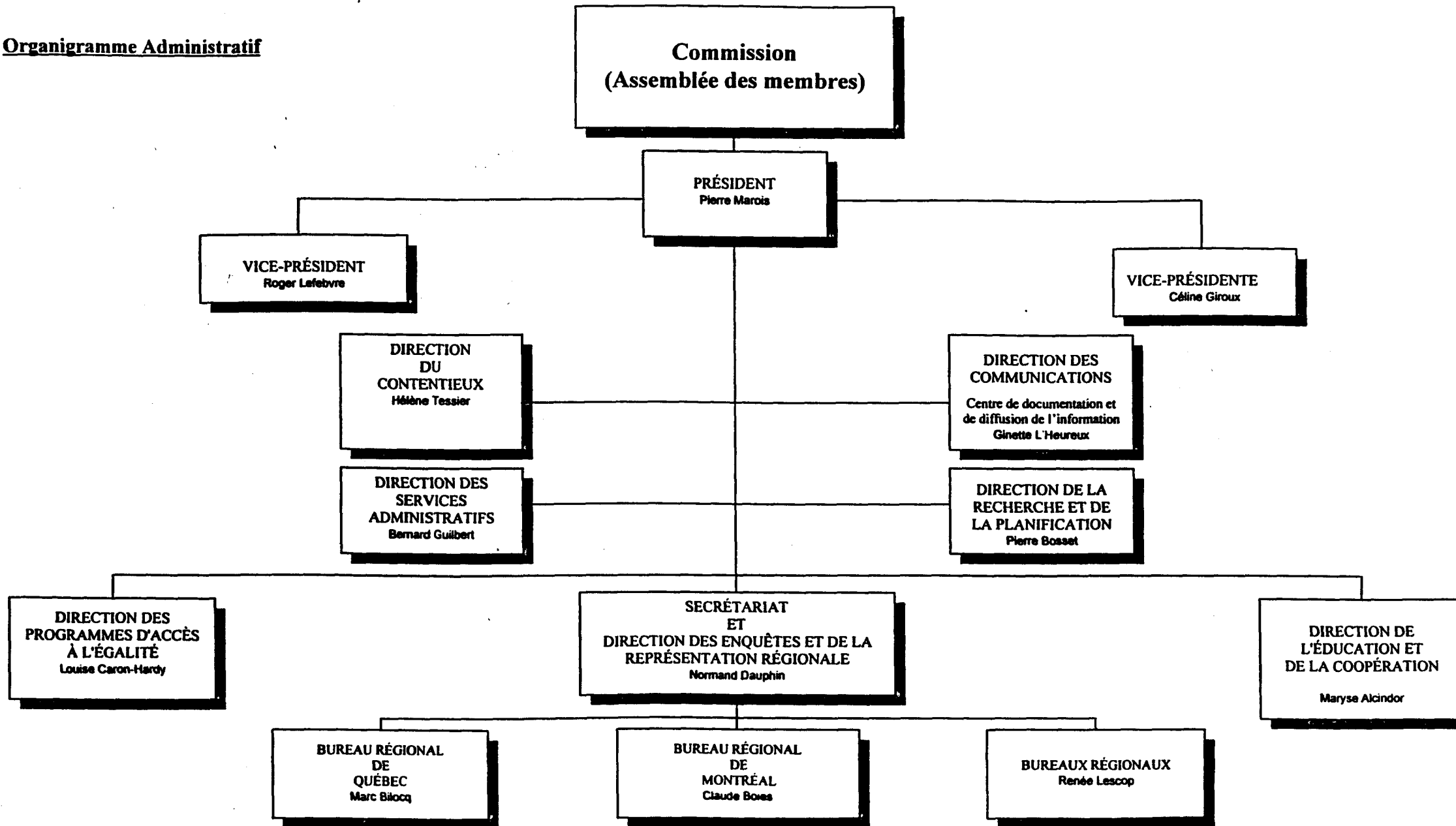
Article 23 La Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse publie, à tous les trois ans, la liste des organismes publics assujettis à la présente loi et fait état de leur situation en matière d'égalité en emploi.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

**2- DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ADRESSÉE À
TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES
GOUVERNEMENTAUX**

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

Organigramme Administratif



1. Organigramme du ministère ou de l'organisme en indiquant pour chaque poste le nom et le titre du titulaire ainsi que le numéro de téléphone

2. Liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles)

Voir tableau ci-joint

Titre	Tirage	Coût	Imprimeur	Mode de distribution
Bannière Paix – Autochtones	1	253 \$	Production JG inc.	Sur demande
Brochures Tu veux connaître tes droits	15,000 F 3,000 A	5 870 \$	Richard Veilleux inc.	Sur demande
Brochures Moi aussi j'ai des droits	10,000 F 3,000 A	14 405 \$	Richard Veilleux inc.	Sur demande
Brochures La Charte des droits et ...	8,000 F 2,000 A	8 605 \$	Richard Veilleux inc.	Sur demande
Brochures Vos droits et libertés, ...	15,000 F 3,500 A	12 395 \$	Richard Veilleux inc.	Sur demande
Brochures + affiches Signaler, c'est déjà protéger	23,000 F 4,000 A	23 340 \$	Richard Veilleux inc.	Sur demande
Brochures Déclaration de services aux Citoyens	7,500 F 3,000 A	2 580 \$	Imprimerie Distinction inc.	Sur demande
Bulletins externe (avril,juin,nov.) Droits et Libertés	4,800 F X 3	6 090 \$	Richard Veilleux inc.	Liste d'envois
Cahiers Actes de Strasbourg	350 F	1 985 \$	Production JG inc.	Liste d'envois
Cahiers Évaluation/participants Strasbourg	60 + 80 F	600 \$	Reprotech imprimerie	Liste d'envois
Cartons d'invitation Prix Droits et Libertés	1,000 F	730 \$	Imprimerie Distinction inc.	Liste d'envois
Couvertures Présentation de Mémoire ...	2,000	845 \$	ComplètementLitho	Sur demande
Dépliants Vos droits et libertés, extraits	20,000 (F+A+espagnol +portugais)	2 410 \$	Imprimerie Distinction inc.	Sur demande
Dépliants Forum Les jeunes gais et lesbiennes..	3,500 F	695 \$	Reprotech imprimerie	Liste d'envois
Rapports Rapport annuel CDPDJ	1,000 F	3 606 \$	Publication du Québec	Liste d'envois et sur demande
Rapports L'exploitation des pers. âgées	1 500 F	11 544 \$	Copie 2000	Liste d'envois et sur demande

Titre	Tirage	Coût	Imprimeur	Mode de distribution
Rapports + Outils de présentation + maquettes L'accès à l'égalité en emploi	2,000 F (guide) 2,000 F (pochette) 825 F(cahiers) 540 F(dépliant) 4,000 F (couverture)	30 000 \$	Lithosol inc. Imprimerie Distinction inc. Reprotech imprimerie Production JG inc. Imrprimerie Distinction inc	Liste d'envois et sur demande
Rapports Enquête sur les services jeunesse en Abitibi-Témiscamingue	350 F 75 A	1 312 \$ 52 \$	Copie 2000 Reprotech imprimerie	Sur demande

3. Liste des voyages hors Québec depuis le 1^{er} avril 2001

OBJET	Dépenses réelles
Claude Fillion, Président Claude Boies, directeur des Enquêtes Hélène Tessier, directrice du Contentieux Louise Caron-Hardy, directrice des Programmes d'accès à l'égalité Béatrice Vizkelety, conseillère juridique du Contentieux Participation à la « Conférence annuelle de l'Association canadienne des Commissions et Conseil des droits de la personne » du 25 au 31 mai 2001 à Whitehorse, Yukon	12 420 \$
Jeanne Mayo, enquêtrice-médiatrice Dans le cadre du programme de formation et d'octroi de bourses; participation au Congrès mondial de gérontologie du 30 juin au 7 juillet 2001 à Vancouver, Colombie-Britannique	2 498 \$
Renée Lescop, directrice des Bureaux régionaux Pascal K. Mutombo, enquêteur-médiateur Dans le cadre du programme de formation et d'octroi de bourses, participation à la 32 ^e session d'enseignement de l'Institut international des droits de l'homme du 30 juin au 28 juillet 2001 à Strasbourg, France	7 150 \$
Céline Giroux, Vice-présidente Participation au « 2001 World Congress On Family Law And The Right Of Children And Youth » du 19 au 22 septembre 2001 à Bath, Angleterre	3 503 \$
Céline Giroux, Vice-présidente Louise Sirois, enquêtrice-médiatrice Monique Lortie, agente d'éducation Participation à la conférence annuelle des Children's Advocate du 23 au 27 octobre 2001 à Saskatoon, Saskatchewan	7 246 \$
Hélène Tessier, directrice du Contentieux Audition à la Cour Suprême du Canada, 28 au 29 octobre 2001 à Ottawa, Ontario	291 \$
Roger Lefebvre, Vice-président Pierre Bosset, directeur de la Recherche et de la planification André Loiselle, agent d'information à la direction des Communications Présentation des commentaires de la Commission sur le projet de Loi 36 devant le comité permanent de la Justice les 29 et 30 octobre 2001 à Ottawa, Ontario	760 \$

OBJET	Dépenses réelles
<p>Claire Bernard, conseillère juridique, direction de la Recherche et de la planification</p> <p>Témoin, comité sénatorial des affaires juridiques et constitutionnelles, projet de loi, Justice adolescents, 24 novembre 2001 à Ottawa, Ontario</p>	98 \$
<p>Roger Lefebvre, Vice-président</p> <p>Réunion de l'exécutif de l'Association canadienne des Commissions et Conseil des droits de la personne, 11 et 12 décembre 2001 à Ottawa, Ontario</p>	200 \$
<p>Pierre Bosset, directeur de la Recherche et de la planification</p> <p>Réunion du comité permanent des fonctionnaires chargés des droits de la personne, 12 et 13 décembre 2001 à Ottawa, Ontario</p>	335 \$
<p>Céline Giroux, Vice-présidente Carla Gasparini, représentante régionale</p> <p>Réunion de l'exécutif des Children's Advocate et table ronde concernant les jeunes contrevenants du 15 au 18 janvier 2002 à Toronto, Ontario (frais payés en totalité par le Gouvernement fédéral – Ministère de la Justice)</p>	
<p>Céline Giroux, Vice-présidente</p> <p>Réunion spéciale sur la mortalité infantile organisée par Santé Canada, 28 février au 2 mars 2002 à Victoria, Colombie-Britannique (transport et hôtel payés par Santé Canada)</p>	156 \$
<p>Lucie-France Dagenais, recherchiste, direction de la Recherche et de la planification</p> <p>Conférencière à la semaine de la Francophonie du 18 au 22 mars 2002 à Moscou, Russie (transport payé par ministère des Relations internationales)</p>	1 243 \$
<p>Claire Bernard, conseillère juridique, direction de la Recherche et de la planification</p> <p>Participation à un atelier sur le handicap et les tests génétiques sous l'égide de Santé Canada et de la Commission canadienne pour l'UNESCO du 21 au 24 mars 2002 à Vancouver, Colombie-Britannique (coûts assumés par Santé Canada)</p>	
Total	35 900\$

4. Liste des dépenses en publicité (incluant sur Internet) et des articles promotionnels

Type de média/Promotion	Fournisseur	Objet	Coûts
Prix Droits et libertés	Création Hugues Soucy et réception	Remise du prix <i>Droits et libertés de la personne</i> (sculpture)	4 014\$
TOTAL			4 014\$

5. Liste des sondages et groupes de discussions effectués durant l'exercice financier 2001-2002 à la demande des ministères, organismes, sociétés, régies et commissions qui s'y rattachent

Aucun

6. Liste des études commandées à l'extérieur ou à l'intérieur durant l'exercice financier 2001-2002 à la demande du ministère ou de l'organisme

Aucune

7. Liste des contrats, quel que soit le montant, attribués en 2001-2002 spécifiquement à des professionnels ou à des firmes de communication, de recherche ou de relations publiques

Aucun

8. Liste des contrats de moins de 25 000 dollars octroyés par le ministère ou l'organisme en 2001-2002

Voir la liste ci-jointe

LISTE DES CONTRATS

Page: 1

Nom du fournisseur	Plus bas soumis.	Mandat	Résultat	C O U T			Mode d'octroi
				Engagement	Suppléments	Total	
Adaris Technologies inc.	Oui	Installation, configuration serveur Netware 6		18 645.00	0.00	18 645.00	SOUMISSIONS
Adaris technologies inc.	sans objet	Mise à niveau et nettoyage des serveurs		1 500.00	0.00	1 500.00	NEGOCIE
Archiconcept	sans objet	Évaluation, par un architecte, d'emplacements	Rapport pour dossier d'enquête	340.00	0.00	340.00	NEGOCIE
Archiconcept inc.	sans objet	Évaluation de l'accessibilité d'un édifice	Rapport pour dossier d'enquête	1 800.00	0.00	1 800.00	NEGOCIE
Bathalon, François	sans objet	Programmation en ASP	Site Intranet de la CDPDJ	750.00	0.00	750.00	NEGOCIE
Copie 2000	Oui	Impression	Rapport audiences publiques (personnes âgées)	5 715.00	0.00	5 715.00	Soumissions
Copie 2000	Oui	Impression	Rapport Abitibi-Témiscamingue	1 150.00	0.00	1 150.00	SOUMISSIONS
Copie 2000	sans objet	ré-impression	Rapport: "Personnes âgées"	7 400.00	0.00	7 400.00	NEGOCIE
Cotte, Denise Madeleine	sans objet	Mise en page	Document: "D & L, un parcours plein d'espoir"	4 500.00	0.00	4 500.00	NEGOCIE
Cournoyer, André	sans objet	Participer à une sélection de personnel	Dotation de postes	2 000.00	0.00	2 000.00	NEGOCIE
Côté, Mario ergothérapeute	sans objet	Évaluation type de fauteuil roulant	Expertise en vue d'un témoignage en cour	650.00	0.00	650.00	NEGOCIE
Fonds personnes incarcérées Ctre détention Québec	sans objet	Modifier cloisons	Réaménagement	3 861.00	0.00	3 861.00	Demande de livraison
Francoeur, Jacques (Dr)	sans objet	Expertise médicale et rapport		1 200.00	0.00	1 200.00	NEGOCIE
Gardner Christine	Oui	Traduction (Montant: évaluation par année)		20 000.00	0.00	20 000.00	Soumissions
Gestion Médicale Yves Bergeron	sans objet	Étude de dossier médical	Rapport d'expertise	1 500.00	0.00	1 500.00	NEGOCIE
Gouault, Michel	sans objet	Rédaction	Rapport audiences publiques personnes âgées	4 000.00	0.00	4 000.00	NEGOCIE
Guindon Claude	sans objet	Évaluation dans le cadre d'une plainte	Rapport d'expert	6 000.00	0.00	6 000.00	NEGOCIE
Guindon, Michel (Dr)	sans objet	Expertise médicale et rapport		550.00	0.00	550.00	NEGOCIE
Guindon, Michel (Dr)	sans objet	Évaluation médicale dans un dossier d'enquête	Rapport écrit	700.00	0.00	700.00	NEGOCIE
Imprimerie Distinction	Oui	Impression	Brochure: "Les droits et libertés... (extraits)"	2 410.00	0.00	2 410.00	Soumission
Imprimerie Distinction	sans objet	Impression	Couvert - Pochette PAE	1 470.00	0.00	1 470.00	NEGOCIE
Imprimerie Distinction	sans objet	Impression	Pochette PAE	1 290.00	0.00	1 290.00	NEGOCIE
Imprimerie Distinction	Oui	Impression	Dépliant "Déclaration de services..."	2 340.00	0.00	2 340.00	Soumissions
Lavoie, Bertrand	sans objet	Expertise et procès dans un dossier du CTX		900.00	0.00	900.00	NEGOCIE
Lithosol Inc.	Oui	Impression	Guide "Programmes d'accès à l'égalité"	10 200.00	0.00	10 200.00	Soumissions
Logique (Société d'habitation)	sans objet	Étude (accessibilité d'un immeuble)		2 730.00	0.00	2 730.00	NEGOCIE
MMS Direct	sans objet	Graver CD Rom pour KIT - PAE (angl.)		1 690.00	0.00	1 690.00	NEGOCIE
Magra Multi Média	sans objet	Graver CD Rom pour kit PAE, (fran.)		1 750.00	0.00	1 750.00	NEGOCIE
Mc Neil Jeanine	sans objet	Évaluation de tâches, dans une enquête	Expertise écrite	2 100.00	0.00	2 100.00	NEGOCIE
Moretti Pierre	sans objet	Poursuivre enquêtes en cours		5 000.00	0.00	5 000.00	NEGOCIE
Niculescu, Cristina	sans objet	Traduction (du roumain au français)		300.00	0.00	300.00	NEGOCIE
Normex Telecom	sans objet	Installation câblage informatique		2 800.00	0.00	2 800.00	NEGOCIE
Paquette, Daniel	sans objet	Écriture, mise en scène, interprétation	Pièce lors du Forum D & L	400.00	0.00	400.00	NEGOCIE
Production JG	Oui	Impression	Brochure: Actes de Strasbourg	1 985.00	0.00	1 985.00	SOUMISSIONS
Production JG inc.	sans objet	Impression	Maquettes (guide PAE)	1 070.00	0.00	1 070.00	NEGOCIE
Reprotech	sans objet	Impression	Cahier "A tout âge"	1 334.00	0.00	1 334.00	NEGOCIE
Reprotech	sans objet	Impression	Dépliant: "FORUM Jeunes gais et lesbiennes"	695.00	0.00	695.00	NEGOCIE
Richard Veilleux imprimeur	Oui	Impression	Brochure: Programmes d'accès à l'égalité	6 015.00	0.00	6 015.00	Soumissions
Richard Veilleux imprimeur	Oui	Impression	Brochure: Signaler, c'est déjà protéger	7 815.00	0.00	7 815.00	Soumissions
Richard Veilleux imprimeur	Oui	Impression	Brochure: La Charte (angl. et fran.)	8 605.00	0.00	8 605.00	Soumissions
Richard Veilleux imprimeur	Oui	Impression	Brochure: "Vos droits et libertés..."	9 235.00	0.00	9 235.00	Soumissions
Richard Veilleux imprimeur	Oui	Impression	Feuillet: "PAE en bref"	2 435.00	0.00	2 435.00	Soumissions
Richard Veilleux imprimeur	Oui	Impression	Affiches: "Signaler, c'est déjà protéger"	6 170.00	0.00	6 170.00	Soumissions
Richard Veilleux imprimeur	Oui	Impression	Brochure: "Moi aussi j'ai des droits"	9 215.00	0.00	9 215.00	Soumissions
Richard Veilleux imprimeur	Oui	Impression	Brochure: Tu veux connaître tes droits"	3 805.00	0.00	3 805.00	Soumissions
Richard Veilleux imprimeur	sans objet	Impression	Bulletin, Vol. 21, No. 1	2 030.00	0.00	2 030.00	NEGOCIE
Richard Veilleux imprimeur	Oui	Impression	Bulletin Droits & Libertés	2 030.00	0.00	2 030.00	Négocié
Richard Veilleux imprimeur	Oui	Impression	Brochure "I have rights too"	5 190.00	0.00	5 190.00	Soumissions

Nom du fournisseur	Plus bas soumis.	Mandat	Résultat	C O U T			Mode d'octroi
				Engagement	Suppléments	Total	
Richard Veilleux imprimeur	sans objet	Impression	Brochure: "Call us" (angl.)	2 065.00	0.00	2 065.00	NEGOCIE
Richard Veilleux imprimeur	sans objet	ré-impression	Brochure: "Signaler, c'est déjà protéger"	7 000.00	0.00	7 000.00	NEGOCIE
Richard Veilleux imprimeur	sans objet	ré-impression	Brochure: "Vos droits et libertés (fran.)	3 160.00	0.00	3 160.00	NEGOCIE
Richard Veilleux, imprimeur	Oui	Impression	Brochure PAE-KIT	6 655.00	0.00	6 655.00	SOUMISSIONS
Richard Veilleux, imprimeur	Oui	Impression	Affiches "Signaler... (anglais)	2 840.00	0.00	2 840.00	SOUMISSIONS
Rénovation Pierre Lasalle	Oui	Travaux d'insonorisation et de ventilation		7 675.00	0.00	7 675.00	NEGOCIE
Société logique	sans objet	Évaluation accessibilité d'un édifice	Expertise dans un dossier du contentieux	260.00	0.00	260.00	NEGOCIE
Stainier André	sans objet	Agir comme enquêteur-médiateur		4 800.00	0.00	4 800.00	Décret 1725-90
Thériault, Pierre-Yves	sans objet	Évaluation ergonomique en milieu de travail	Expertise pour dossier d'enquête	2 000.00	0.00	2 000.00	NEGOCIE
Trottier Sylvie	sans objet	Correction de texte		480.00	0.00	480.00	NEGOCIE
Waldron, Carole (Dr)	sans objet	Évaluation dans dossier du contentieux	Expertise en vue de témoignage en cour	2 900.00	0.00	2 900.00	NEGOCIE

9. **Liste détaillée de tous les contrats qui, depuis le 1^{er} avril 2001, ont fait l'objet d'un versement supplémentaire par rapport au montant initial, le montant du surplus versé, le montant du contrat initial, les raisons du dépassement et le nom de l'entreprise qui a réalisé le contrat**

Aucun

10. Le montant, pour l'année 2001-2002, de chacune des dépenses suivantes:

- La photocopie		35 000.00\$
- La télécopie		non-disponible
- La téléphonie cellulaire		11 000.00 \$
- Les téléavertisseur		250.00\$
- Le mobilier de bureau		46 500.00\$
- Les fournitures de bureau		90 000.00\$
- Les distributeurs d'eau de source		3 100.00\$
- Les frais de transport		143 700.00\$
Les frais divers		3 000.00\$
Les frais de repas et d'hébergement		80 100.00\$
- La préparation à la retraite		2 113.00\$
- Les dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toutes sessions de perfectionnement:		
	au Québec	36 300.00\$
	hors Québec	34 300.00\$

11. La liste de tous les véhicules utilisés

Aucun

12. Le nombre et la répartition, par tranche d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles (de chaque ministère et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) pour 2001-2002 ainsi que les prévisions pour 2002-2003. Pour chaque catégorie, indiquer le pourcentage par rapport à l'effectif total du ministère ou de l'organisme.

	CADRES	PROFESS.	TECHN./BUREAU	TOTAL
NOMBRE TOTAL D'EFFECTIFS	10	103	62	175 (100%)*
Féminin	4 (40.0%)	61 (59.2%)	59 (95.2%)	125 (71.4%)
Masculin	5 (50.0%)	42 (40.8%)	3 (4.8%)	50 (28.6%)
Personnes handicapées	--	1 (0.9%)	2 (3.2%)	3 (1.7%)
Anglophones	--	5 (4.9%)	--	5 (2.8%)
Autochtones	--	2 (1.9%)	--	2 (1.1%)
Communautés culturelles				
- Min. ethniques	--	3 (2.9%)	2 (3.2%)	5 (2.8%)
- Min. visibles	1 (10.0%)	3 (2.9%)	5 (8.1%)	9 (5.1%)
Moins de 30 ans	--	4 (3.9%)	9 (14.5%)	13 (7.4%)

* Ce nombre inclut à la fois le personnel permanent et le personnel occasionnel (en remplacement de personnel absent).

13. Combien de personnes ont bénéficié du programme de départ volontaire et ont été rappelées pour chaque ministère ou organisme.

Sera répondue par le Conseil du Trésor

14. À chacun des mois de l'exercice budgétaire 2001-2002 pour chaque ministère et organisme, et ce, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)

Voir tableaux ci-joints

FICHE SYNTHÈSE

Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse

TITRE: MALADIES, HEURES SUPPLÉMENTAIRES ET VACANCES														
14) A) C) TOTAL DES JOURS PRIS PAR LE PERSONNEL EN CONGÉ DE MALADIE ET DE VACANCES POUR L'EXERCICE BUDGÉTAIRE 2001-2002														
CONGÉS		AVRIL	MAI	JUIN	JUIL.	AOÛT	SEPT	OCT.	NOV.	DÉC.	JANV.	FÉV.	MARS	TOTAL
MALADIE	Cadres supérieurs	4.5	7.5	4.5	22.0	26.5	23.5	27.5	26.0	17.0	22.0	5.5	---	186.5
	Cadres intermédiaires	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
	Professionnels	68.0	71.0	65.5	48.5	55.5	76.5	83.5	131.0	70.5	96.0	47.0	---	813.0
	Enseignants	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
	PBTA *	126.5	123.0	114.5	115.0	160.5	117.0	112.5	112.0	65.5	87.5	50.0	---	1 184.0
	Ouvriers	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
	TOTAL	199.0	201.5	184.5	185.5	242.5	217.0	223.5	269.0	153.0	205.5	102.5	---	2 183.5
VACANCES	Cadres supérieurs	21.0	15.5	18.5	56.5	68.0	21.0	8.0	5.0	18.0	22.5	4.0	---	258.0
	Cadres intermédiaires	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
	Professionnels	46.0	110.0	99.5	411.5	463.5	96.0	57.5	42.0	101.0	79.0	---	---	1 506.0
	Enseignants	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
	PBTA *	38.5	14.5	61.0	230.0	261.0	40.5	11.0	14.0	66.0	57.5	6.5	---	800.5
	Ouvriers	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
	TOTAL	105.5	140.0	179.0	698.0	792.5	157.5	76.5	61.0	185.0	159.0	10.5	---	2 564.5

* Personnel de bureau, techniciens et assimilés

FICHE SYNTHÈSE

Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse

14) B TOTAL DES HEURES SUPPLÉMENTAIRES RÉALISÉES PAR LE PERSONNEL ET RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC...). POUR L'EXERCICE BUDGÉTAIRE 2001-2002														
		AVRIL	MAI	JUIN	JUIL	AOÛT	SEPT.	OCT	NOV	DÉC.	JANV.	FÉV	MARS	TOTAL
HEURES RÉALISÉES	Cadres supérieurs	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
	Cadres intermédiaires	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
	Professionnels	246.58	356.83	244.58	191.58	237.08	127.75	271.08	290.00	134.00	169.42	76.67	---	2 345.57
	Enseignants	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
	PBTA *	110.50	86.75	60.00	21.25	76.00	10.50	49.83	20.50	33.50	36.17	10.00	---	515.00
	Ouvriers	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
	TOTAL	357.08	443.58	304.58	212.83	313.08	138.25	320.91	310.50	167.50	205.59	86.67	---	2 860.57
COÛT TOTAL DES HEURES RÉALISÉES	Cadres supérieurs	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
	Cadres intermédiaires	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
	Professionnels	9 900.88	14 250.73	9 619.78	7 562.75	9 639.48	4 679.64	10 394.03	11 100.23	4 773.56	6 535.57	2 975.37	---	91 432.02
	Enseignants	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
	PBTA	2 994.85	2 368.65	1 669.74	545.25	2 237.51	289.04	1 320.93	532.06	875.78	1 134.79	277.25	---	14 245.85
	Ouvriers	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
	TOTAL	12 895.73	16 619.38	11 289.52	8 108.00	11 876.99	4 968.68	11 714.96	11 632.29	5 649.34	7 670.36	3 252.62	---	105 677.87
COÛT TOTAL DES HEURES COMPENSEES EN CONGÉ	Cadres supérieurs	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
	Cadres intermédiaires	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
	Professionnels	7 199.17	10 330.75	5 025.09	5 691.30	8 331.74	4 409.85	8 577.08	10 136.67	3 955.46	5 636.47	2 555.39	---	71 848.97
	Enseignants	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
	PBTA	2 394.87	1 324.47	1 136.00	319.21	911.46	289.04	1 046.83	532.06	875.78	710.67	277.25	---	9 817.64
	Ouvriers	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
	TOTAL	9 594.04	11 655.22	6 161.09	6 010.51	9 243.20	4 698.89	9 623.91	10 668.73	4 831.24	6 347.14	2 832.64	---	81 666.61

FICHE SYNTHÈSE

Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse

14) B TOTAL DES HEURES SUPPLÉMENTAIRES RÉALISÉES PAR LE PERSONNEL ET RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC...). POUR L'EXERCICE BUDGÉTAIRE 2001-2002 (suite)														
		AVRIL	MAI	JUIN	JUIL.	AOÛT	SEPT.	OCT	NOV.	DÉC.	JANV.	FÉV.	MARS	TOTAL
COÛT TOTAL DES HEURES PAYÉES OU À PAYER	Cadres supérieurs	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
	Cadres intermédiaires	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
	Professionnels	2 701.71	3 919.98	4 594.70	1 871.45	1 307.74	269.80	1 816.95	963.56	818.10	899.10	419.98	---	19 583.07
	Enseignants	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
	PBTA	599.98	1 044.18	533.74	226.04	1 326.06	---	274.10	---	---	424.13	---	---	4 428.23
	Ouvriers	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
	TOTAL	3 301.69	4 964.16	5 128.44	2 097.49	2 633.80	269.80	2 091.05	963.56	818.10	1 323.23	419.98	---	24 011.30

15. **Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour chacun des exercices budgétaires depuis 2000-2001**

- a) **évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).**

**État des effectifs permanents de la
COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE
au 31 mars 2002**

	Cadres	Professionnels/ Professionnelles	Techniciens/ Techniciennes	Personnel de bureau	TOTAL
Présidence et vice-présidence	-	1	1	1	3
Direction du Contentieux	1	6	-	3	10
Secrétariat et Direction des enquêtes et de la représentation régionale	1	3	2	1	7
Bureau régional de Montréal	1	15	5	6	27
- Longueuil	-	4	-	1	5
Bureau régional de Québec	1	5	1	3	10
Bureaux régionaux – Direction	1	2	1	-	4
- Chicoutimi	-	1	-	1	2
- Rimouski	-	1	-	1	2
- Sept-Îles	-	1	-	1	2
- Trois-Rivières	-	2	-	1	3
- Hull	-	2	-	1	3
- Val d'Or	-	1	-	1	2
- Sherbrooke	-	1	-	1	2
- St-Jérôme	-	4	-	1	5
Direction de l'Éducation & de la Coopération	1	8	-	2	11
Direction des P.A.E.	1	19	1	3	24
Direction de la recherche et de la planification	1	7	-	2	10
Direction des Services administratifs	1	4	3	4	12
Direction des Communications	1	6	2	2	11
TOTAL	10	93	16	36	155

Les postes de président, de vice-président et de vice-présidente ne sont pas inclus dans le calcul de l'effectif total.

- b) évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;**

2001-2002

4

- c) nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;**

2001-2002

2

- d) nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail**

voir point a)

- e) **niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires**

non disponible

- f) nombre de personnes occasionnelles et contractuelles en indiquant la proportion de ceux qui le sont depuis 5 ans**

20 occasionnels dont aucun depuis 5 ans

16. La liste des baux pour les espaces loués de la SIQ

Sera répondue par le Conseil du Trésor

17. Mise à part la SIQ, la liste des firmes en 2001-2002 de qui sont loués des espaces

Aucun

22. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)

Sera répondue par le Conseil du Trésor

23. Liste du personnel hors structure par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère qui n'occupe aucun poste dans ce ministère

Aucun

24. La liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres

Aucun

25. La liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté au ministère

Aucun

26. Liste du personnel par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires) qui reçoit une double rémunération, soit celle rattachée à leur fonction et un revenu d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les régies régionales de la santé et les établissements hospitaliers

Non-applicable

27. Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, la liste détaillée du matériel informatique (année d'acquisition, modèle et la somme dépensée)

Acquisitions 2001-2002

1 Serveur Proliant CL 380 P3-1GHZ 246k Tower	24 551 \$
2 Routeurs Cisco 3548 48 ports	15 366 \$
13 écrans Prosys 17 po.	4 241 \$
4 imprimantes HPLaser Jet, modèles 3150, 1220 et 2200D	<u>5 912 \$</u>
	50 070 \$

28. Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, le nombre d’ETC alloués au projet GIREs ainsi que le total des dépenses encourues et prévues pour ce même projet

Sera répondue par le Conseil du Trésor

29. Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, quel est l'impact prévu de l'implantation du projet GIREs sur le nombre d'emplois, une fois le projet complété

Sera répondue par le Conseil du Trésor

30. Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, quelles seront les applications de GIREs

Sera répondue par le Conseil du Trésor

32. Liste de tous les abonnements du ministère et le coût

Voir liste ci-jointe

LISTE DES ABONNEMENTS - 2001-2002

TITRES DES DOCUMENTS	COÛTS (\$)
Accès à l'information Express et Recueil C.A.I./SOQUIJ	116.48
Access Office VB	59.
Alter Ego- Charte des droits/Wilson & Lafleur (15)	1200.
Alter Ego-Code de procédure civile/Wilson & Lafleur (2)	160.
Amnestie international Rapport annuel/Amnestie international	22.64
Annuaire Cole/Publications Cole (Montréal, St-Jérôme, Sherbrooke)	570.
Annuaire de jurisprudence (SOQUIJ)	229.
Annuaire téléphonique judiciaire du Québec/Wilson & Lafleur (21 édition août ; 2 - édition janvier)	966.
Avant et Après	49.
Banque VIXIT/SMA Inc.	795.
Bulletin Ligue des droits et libertés	20.
Cahiers de droit/Université de Montréal	67.05
Cahiers de recherche sociologique	52.58
Canadian Human Rights Reporter/CHRR	1018.22
Canadian Human Rights (HRR - en ligne)	600.
Canadian Journal of Law and society/Revue canadienne droit et société	95.70
Canadian Labour and Employment Law Journal	227.70
Canadian Labour Arbitration	663.28

TITRES DES DOCUMENTS	COÛTS (\$)
Canadian Labour Law Reporter	919.
Charte canadienne des droits et libertés/CCH	413.
Child protect'n Law	443.
Child Welfare	215.60
Children and the Law	119.63
Code civil (21) Wilson & Lafleur	1253.91
Code criminel/Wilson & Lafleur (8)	448.30
Code de procédure civile annotée/Éditions FD	92.
Code de procédure civile/Wilson & Lafleur (17)	866.58
Code du travail (2)/Relations de travail	1070.
Code municipal (1)	46.87
Congédiement en droit québécois/Éditions Yvon Blais	73.70
Courrier parlementaire (Bottin)	69.84
Discrimination and Law /Butterworths	721.49
Droit civil québécois/Carswell	726.53
Droit de la famille/CCH	520.
Droit du travail express	475.20
Droits de la personne (Bulletin)/Centre de recherche en droits de la personne (Ottawa)	19.15

TITRES DES DOCUMENTS	COÛTS (\$)
Droits de la personne et les relations de travail (2)	288.50
Eastern Door	62.
Employment Equity Manual	133.45
Etudes ethniques Canada	93.08
Formulaire procédure civile	30.
FRAPRU frappe encore	15.
Gazette des femmes	10.80
Gazette officielle Québec (partie 2) (MTL & Qué)	324.
Grafika	42.51
Human Rights Law Journal	368.94
Human Rights Quaterly	204.23
Human Rights Watch World Report	55.85
Illustration Québec (Répertoire)	13.80
Index to Canadian Legal Periodicals	83.96
Index to legal periodicals	593.87
Info-Congrès	24.84
Interculture	34.75
Jeunes contrevenants (annoté)	166.
Jurisprudence express	343.20
Loi sur les services de santé et services sociaux (16)	1119.20
Lois cités et villes	68.75
Lois du Québec (volume annuel)	189.
Lois refondues du Québec (MTL & Qué.)	596.
Magazine de l'Association des CLSC et CHSLD	14.50

TITRES DES DOCUMENTS	COÛTS (\$)
National journal of Constitutional Law/Revue nationale du droit constitutionnel	217.35
Nouvelles pratiques sociales	28.79
Options /CEQ	20.
Paroles de droits/Speaking of Human rights (Fondation canadienne des droits humaines)	16.43
Plaidoyer Jeunesse	30.
Print	116.43
Prisme/Hôpital Sainte-Justine (MTL et Rimouski)	150.
Projets loi publiques (présentation)/Publications du Québec	165.
Recherches amérindiennes	48.
Recherches sociographiques	67.89
Recueil arrêts de la Cour suprême	369.98
Recueil de jurisprudence du Québec/SOQUIJ	473.20
Recueil des arrêts de la Cour fédérale/Éditions du gouvernement du Canada	408.20
Recueil droit de la famille/SOQUIJ	200.
Recueil politiques de gestion/Publications du Québec (version Internet)	295.
REJB (Recueil de jurisprudence du Barreau du Québec) Internet	80.
Relations industrielles	65.70
Relations/Centre justice et foi	47.
Revue Barreau canadien	98.50

TITRES DES DOCUMENTS	COÛTS (\$)
Revue de droit McGill	56.
Revue de droit/Sherbrooke	60.
Revue du Barreau	42.
Revue générale de droit	142.80
Revue juridique Thémis	49.28
Revue universelle des droits de l'homme	388.
Scott's Répertoire des Fabricants (aux deux ans)	247.
Société Élizabeth Fry	20.
Tableau des lois d'intérêt publique du Canada/Publications gouvernementales	107.90
Tableau des modifications des règlements du Québec	54.
Tendances sociales canadiennes	37.26
Tribune des droits humains	43.07
Visual Basic	230.69
Workplace Equity Guide	429.
Wrongful Dismissal	921.07
Young Offenders /Canada Law Book	225.40
TOTAL	25 817.68\$

33. Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site

1. La conception du site

En août 1997, un appel d'offres a été transmis à trois firmes : Intellia, Vidéotron et Tecslut. La firme Intellia, devenue depuis Nurun, a obtenu le contrat. Les travaux ont débuté en janvier 1998.

Deux contrats ont été accordés à des firmes depuis : à Intellia pour une mise à jour pour l'inclusion du Répertoire des documents (1999), et à Micro-Accès, pour la création d'un module de formation en ligne (2000-2001).

2. Les coûts reliés au site depuis 1998

Les coûts encourus pour la conception, le développement et l'hébergement du site sont les suivants :

- conception initiale par la firme Intellia (1998) : 9 880 \$
- une mise à jour par Intellia, notamment pour inclure le Répertoire des documents sur le site : 8 317 \$ (1999)
- conception et réalisation, par la firme Micro-Accès, d'un module de formation en ligne sur les droits des personnes âgées (2000-2001) : 9 900 \$ (français) – 1 750 \$ (version anglaise)

soit un total de 29 847 \$.

Quant aux coûts d'hébergement du site à la DGSIG, ils totalisent une moyenne de 10 000 \$ annuellement.

3. Les responsables du développement et de la mise à jour du site

Depuis 1999, à l'exception du contrat donné à Micro-Accès, la mise à jour et le développement du site sont faits à l'interne par Monique Rochon (édimestre), Madeleine Beaudoin (infomestre) et Michèle Morel (analyste en informatique).

Monique Rochon et Madeleine Beaudoin sont les seules personnes autorisées à faire des modifications au contenu.

La page d'accueil du site fait l'objet d'une mise à jour constante, en tenant compte des activités de la Commission. S'il faut établir une moyenne, on peut l'établir entre quatre et huit fois par mois.

Quant au contenu des différentes zones du site, il fait l'objet, depuis l'an 2000, d'une révision majeure qui a pour objectifs d'améliorer l'accès aux informations mises à la disposition du public par la Commission, d'en faciliter la mise à jour et d'en assurer un développement pouvant répondre à certains besoins : réorganisation des informations de base sur les droits de la personne et la protection de la jeunesse, ajout de modules d'information portant sur certains mandats de la Commission. Cette révision doit cependant être contenue à l'intérieur des paramètres techniques établis à l'origine pour le site.

La révision actuelle se situe dans un projet de refonte majeure qui devrait nous donner plus de flexibilité pour le développement futur du site. À cette fin, l'équipe des webmestres a entrepris des travaux permettant de définir les grandes orientations du site, l'évaluation des besoins de nos clientèles, les paramètres de navigation...

Si ces aspects peuvent être assumés à l'interne, ils ne pourront cependant se réaliser sans un soutien minimal technique que nous avons évalué à 30 000 \$, en nous basant sur les sommes déjà dépensées.

4. L'enrichissement de la zone anglaise du site

Des travaux de traduction devraient être réalisés pour enrichir la zone anglaise du site où l'on ne trouve pas, actuellement, d'informations équivalentes à celles fournies dans la zone française. L'évaluation des coûts de cet enrichissement ne pourra toutefois être faite qu'une fois les travaux de refonte du site complétés.

5. La fréquentation du site

Voir, en annexe, les statistiques sur l'évolution 2000 – 2001 de la fréquentation du site.

Statistiques sur la fréquentation du site Web de la Commission

	Sessions ¹		Impressions ²		Fichiers pdf ³	
Mois	2001	2000	2001	2000	2001	2000
Janvier	7 983	4 209	35 377	21 763	12 865	5 321
Février	9 090	8 264	36 436	32 731	15 086	8 956
Mars	10 588	7 756	40 254	29 994	17 177	8 595
Avril	9 385	5 033	44 184	20 150	21 064	6 420
Mai	8 980	5 437	39 752	20 940	18 250	6 790
Juin	7 712	4 771	32 002	19 726	16 608	5 946
Juillet	5 607	4 426	24 925	17 527	10 663	6 118
Août	6 315	5 217	28 845	20 476	13 951	6 689
Septembre	5 664	5 920	35 510	22 716	15 628	7 918
Octobre ⁴	N/D	(8 111)	N/D	(32 353)	N/D	(13 083)
Novembre	12 485	8 630	36 244	34 060	19 274	11 782
Décembre	11 028	6 251	29 977	28 900	27 180	8 975
Total (11 mois)	94 837	65 914	383 506	268 983	187 746	83 510
Augmentation	28 923 43,9 %		114 523 42,6 %		104 236 124,8 %	

¹ Sessions : nombre d'accès effectifs au site.

² Impressions : nombre de pages ou de fichiers ouverts et/ou consultés.

³ Fichiers pdf : accès aux avis, mémoires, bulletins...

⁴ Données non disponibles. Nous excluons donc du calcul final les données de l'an 2000.

34. Quels sont les programmes spécifiques qui sont offerts aux jeunes (15-35 ans), le nombre de participants ainsi que le coût de la mesure, du service ou du programme

Sera répondue par le Secrétariat de la jeunesse

35. Pour chacun des ministère ou organismes publics et parapublics, lors de mission à l'étranger

Sera répondue par le ministère des Relations internationales

36. Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, état d'avancement des travaux relatifs à l'équité salariale

Sera répondue par le Conseil du Trésor

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

**3- DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Droit de la personne

39. Statistiques sur le nombre et les catégories de plaintes actuellement devant la Commission des droits de la personne. Nombre de plaintes reçues, traitées et acceptées en 2001-2002. Nombre de plaintes devant le Tribunal des droits de la personne. Nombre d'enquêtes initiées par la Commission.

Il y a eu 15 442 demandes en vertu de notre mandat Charte adressées à la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse au cours de l'année 2001. De celles-ci, 2332 étaient des demandes d'enquêtes. Par ailleurs, 1 058 de ces demandes ont été jugées recevables et ont donc été considérées pour enquête.

Dans 259 (24.5%) de ces enquêtes le motif de discrimination était fondé sur le handicap, majoritairement en milieu de travail. Suivent les motifs race/couleur/origine ethnique avec 186 dossiers (17.6%), l'âge avec 146 dossiers (13.8%), le sexe avec 132 dossiers (12.5%), la condition sociale avec 93 dossiers (8.8%), l'état civil avec 71 dossiers (6.7%), l'orientation sexuelle avec 46 dossiers (4.3%), l'exploitation avec 30 dossiers (2.8%), la grossesse avec 27 dossiers (2.6%), les antécédents judiciaires avec 26 dossiers (2.5%), la religion avec 19 dossiers (1.8%), la langue avec 18 dossiers (1.7%) et les convictions politiques avec 5 dossiers (0,5%).

Au cours de cette même période de référence, 1 035 dossiers ont été étudiés par les membres de la Commission, et 1 022 ont été fermés. De ces derniers, 252 ont été fermés à la suite d'un règlement à la satisfaction des parties.

Sur les 64 procédures déposées devant les tribunaux, 41 l'ont été devant le tribunal des droits de la personne, 18 devant les tribunaux administratifs et une intervention en vertu de notre volet Charte l'a été en cour supérieure.

L'année 2001 a vu 32 demandes d'enquête initiées par la Commission elle-même à la suite d'informations qui lui étaient transmises, dont 11 ont mené à la tenue d'une enquête.

40. Liste des recommandations et/ou avis de la Commission aux ministères en 2001-2002, en distinguant ceux qui ont été suivis et ceux qui ne l'ont pas été

1. Suivi en cours
2. Recommandation(s) suivie(s) en tout ou en partie
3. Recommandation(s) non suivie(s)

- | | |
|--|--|
| <ul style="list-style-type: none">▪ Lettre concernant le <i>Projet de loi modifiant la législation en matière de louage résidentiel</i><ul style="list-style-type: none">– <i>Envoi le 29 mars 2001</i>
<i>Ministère du Conseil exécutif</i>
▪ Mémoire à la Commission de l'économie et du travail de l'Assemblée nationale sur le <i>Projet de loi n° 31, Loi modifiant le Code du travail, instituant la Commission des relations du travail et modifiant d'autres dispositions législatives</i>
(REFONTE ET MISE À JOUR DU MÉMOIRE ADOPTÉ LE 26 JANVIER 2001)
▪ Lettre concernant le louage résidentiel<ul style="list-style-type: none">– <i>Envoi le 15 mai 2001</i>
<i>Secrétariat des comités ministériels permanents de coordination</i>
▪ Avis de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse sur de nouvelles mesures d'accès à l'égalité dans la fonction publique québécoise<ul style="list-style-type: none">– <i>Envoi le 13 juin 2001</i>
<i>Conseil du Trésor</i>
<i>Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration</i>
<i>Ministère de la Justice</i>
▪ Mémoire à la Commission des finances publiques sur le <i>Projet de loi n° 14, Loi modifiant la Loi sur le ministère du Revenu et d'autres dispositions législatives relativement à la protection des renseignements confidentiels</i><ul style="list-style-type: none">– <i>Envoi le 27 août 2001</i>
<i>Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration</i>
<i>Ministère de la Justice</i> | <p>1</p> <p>3</p> <p>n/a</p> <p>2</p> <p>2</p> |
|--|--|

- Mémoire à la Commission des transports et de l'environnement de l'Assemblée nationale sur le Projet de loi n° 17, *Loi modifiant le Code de la sécurité routière et le Code de procédure pénale concernant le cinémomètre photographique* 1
 - Envoi le 7 septembre 2001
Ministère de la Justice
Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration
- Commentaires sur l'étude de faisabilité du Directeur général des élections du Québec sur une carte d'électeur numérisée avec photo n/a
 - Envoi le 1^{er} octobre 2001
Directeur général des élections
- Commentaires sur le Projet de loi n° 180, *Loi modifiant diverses dispositions législatives eu égard à la divulgation de renseignements confidentiels en vue d'assurer la protection des personnes* 2
 - Envoi le 1^{er} octobre 2001
Ministère de la Justice
Ministère de la Santé et des Services sociaux
- Lettre concernant le Projet de loi n° 180, *Loi modifiant diverses dispositions législatives eu égard à la divulgation de renseignements confidentiels en vue d'assurer la protection des personnes* 2
 - Envoi le 3 octobre 2001
Ministère de la Justice
Ministère de la Santé et des Services sociaux
- Lettre concernant le *Projet de loi sur l'union civile des personnes de même sexe, modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives* 1
 - Envoi le 31 octobre 2001
Ministère du Conseil exécutif
- Lettre concernant le Règlement modifiant le *Règlement d'application de la Loi sur la protection de la santé publique* 1
 - Envoi le 31 octobre 2001
Ministère de la Santé et des Services sociaux

- Lettre concernant le Projet de loi n° 180, *Loi modifiant diverses dispositions législatives eu égard à la divulgation de renseignements confidentiels en vue d'assurer la protection des personnes*
 - Envoi le 5 novembre 2001
Ministère de la Santé et des Services sociaux

2
- Mémoire à la Commission de l'aménagement du territoire de l'Assemblée nationale sur le Projet de loi n° 26, *Loi modifiant la Loi sur la Régie du logement et le Code civil*
 - Envoi le 16 novembre 2001
Ministère des Affaires municipales et de la Métropole
 - Envoi le 21 novembre 2001
Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration
Ministère de la Justice

1
- Mémoire à la Commission des institutions de l'Assemblée nationale sur l'avant-projet de loi instituant l'union civile des personnes de même sexe et modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives
 - Envoi le 1^{er} février 2002
Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration
Ministère de la Justice

1
- Mémoire à la Commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale sur l'avant-projet de loi sur la carte-santé du Québec
 - Envoi le 8 février 2002
Ministère de la Santé et des Services sociaux
Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration
Ministère de la Justice

1
- Lettre concernant le projet d'orientations ministérielles relatives à l'utilisation des mesures de contrôle
 - Envoi le 14 février 2002
Ministère de la Santé et des Services sociaux

1
- L'exploitation des personnes âgées – vers un filet de protection resserré – rapport de consultation et recommandations

1

- *Envoi mars 2002*

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Ministère de la Justice

Ministère des Affaires municipales et de la Métropole

*Ministère des Relations avec les citoyens et de
l'Immigration*

27-03-02

41. Délai moyen de traitement des plaintes pour 2001-2002

Le nombre total de fermeture a augmenté en 2001 de 11% par rapport à l'année antérieure. Nous avons augmenté d'environ 22% le nombre de dossiers fermés en moins de 12 mois passant de 411 à 505 dossiers, et d'environ 23 % ceux en moins de 18 mois passant de 514 à 633 dossiers. On peut constater qu'en 2001, plus de 66% des dossiers fermés l'ont été à l'intérieur d'un délai de 18 mois.

-
- 42. Liste des entreprises privées, commissions scolaires, collèges et universités, municipalités, établissements de santé et services sociaux, ministères et organismes gouvernementaux participant à un programme d'accès à l'égalité en emploi au 31 mars 2002 et bilan de l'application de la loi sur l'équité en emploi à ce jour.**
-

Voir texte ci-joint

**PROGRAMME D'OBLIGATION CONTRACTUELLE –
ENTREPRISES SOUMISES AU PROGRAMME GOUVERNEMENTAL**

Entreprises privées qui élaborent et implantent un programme d'accès à l'égalité dans le cadre du programme d'obligation contractuelle du gouvernement du Québec

(Voir liste jointe).

PROGRAMME D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ IMPOSÉS SUITE À UNE ENQUÊTE

- Commission scolaire des Samares
- Ville de Châteauguay

PROGRAMMES D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ DU GOUVERNEMENT

- Le « Programme d'accès à l'égalité pour les femmes dans la fonction publique 1987-1990 » fut soumis pour consultation auprès de la Commission en juillet 1987. La seconde phase de ce programme (1992-1997) fut aussi soumise à la Commission pour consultation en 1992. Des modifications à ce programme furent par la suite soumises à la Commission pour consultation en 1996.
- Quant au « Programme d'accès à l'égalité de la fonction publique pour les membres des communautés culturelles 1990-1994 », il fut soumis à la Commission pour consultation en février 1990.
- Plus récemment, en mai 2001, le Conseil du Trésor consultait la Commission, conformément à l'article 92 de la Charte, sur des modifications à son programme d'accès à l'égalité pour les membres des communautés culturelles 1990-1994 et la mise en place d'un programme d'accès à l'égalité pour les autochtones.

**LOI SUR L'ACCÈS À L'ÉGALITÉ DANS DES ORGANISMES PUBLICS -
MISE EN VIGUEUR LE 1^{ER} AVRIL 2001**

Liste des organismes soumis à la Loi :

(Voir liste jointe).

**BILAN DE L'APPLICATION DE LA LOI SUR L'ACCÈS À L'ÉGALITÉ DANS DES
ORGANISMES PUBLICS DU 1^{ER} AVRIL 2001 AU 31 MARS 2002**

Nombre d'organismes visés : 635

Sociétés d'état et organismes publics :	22
Institutions d'enseignement supérieur :	19
Établissements scolaires publics et privés :	157
Municipalités et organismes municipaux :	59
Établissements de la santé et des services sociaux :	377
Sûreté du Québec pour le personnel policier :	1

1. DÉVELOPPEMENT DES OUTILS

- Document d'information générale à l'intention des organismes « La loi sur l'accès à l'égalité en emploi dans des organismes publics – en résumé » avril 2001
- Lettre du Président de la CDPDJ aux Présidents / directeurs généraux des 669 organismes visés initialement par la loi accompagnée du document d'information générale 30 avril 2001
- Mise à jour du site Web – Loi et document général d'information avril 2001
- Adaptation et mise à jour du logiciel de traitement des analyses d'effectifs, de disponibilité et de groupements juin 2001
- Guide (papier + cédérom) pour la préparation du rapport des organismes sur l'analyse des effectifs juin 2001

2. DOTATION

Recrutement

- Entrevues de sélection 25/04/01 – 08/05/01
- Résultats : 16 candidatures retenues
14 postes comblés entrées en fonction 26/06/01

Formation du personnel

- Programme de formation d'une durée de 3 semaines 26/06/01 – 13/07/01
 - mandats, activités de chacune des directions
 - mandats, activités, opérations et dossiers de la Direction des PAE

3. OPÉRATIONS AUPRÈS DES ORGANISMES VISÉS PAR LA LOI 143

Nombre total d'organismes visés : 635

L'article 6 de la loi prévoit que la CDPDJ peut fixer des délais aux organismes pour la transmission du rapport d'analyse des effectifs.

Les sociétés d'État et certains organismes publics, les institutions d'enseignement supérieur, les institutions privées d'enseignement primaire et secondaire et collégial et les municipalités qui ne sont pas visées par une loi ou un décret sur les fusions sont les organismes **de la phase 1** décrite ci-après et ont été informés le 15 octobre 2001 de leur délai pour la transmission de l'analyse des effectifs.

Les organismes du réseau (public) de l'éducation et les organismes du réseau de la santé et des services sociaux ont pour leur part, et avec notre accord, enclenché des travaux d'analyse des emplois sur une base nationale afin de faciliter la tâche de chacun de leurs établissements.

Les établissements du réseau (public) de l'éducation (organismes décrits à la **phase 2** ci-après) ont été informés, le 12 décembre 2001, de leur délai pour la transmission de l'analyse de leurs effectifs.

Quant aux établissements du réseau de la santé et des services sociaux (organismes décrits à la **phase 3** ci-après) ils seront informés de leur délai lorsque les travaux nationaux seront complétés.

Quant aux municipalités et organismes municipaux visés par une loi ou un décret de fusion ils sont décrits à la **phase 4** ci-après.

ORGANISMES DE LA PHASE 1 :

TOTAL : 109 ORGANISMES

- Institutions d'enseignement privé (prim. et sec.)
- Collégial privé
- Enseignement supérieur
- Municipalités
- Sociétés d'État
- Sûreté du Québec

• Fixation des délais

Lettre de la Direction des PAE aux responsables de l'application opérationnelle de la loi à laquelle était joint le guide pour la préparation du rapport sur l'analyse des effectifs et l'indication de la date pour la transmission du rapport à la CDPDJ

15 octobre 2001

Note : Le principal critère de fixation des délais fut la taille des organismes et, subséquemment, les opérations de traitement des analyses de disponibilité par la CDPDJ

• Assignation des dossiers

Chaque conseillère/conseiller s'est vu assigner un certain nombre de dossiers avec mandat d'entrer en contact avec chaque organisme pour offrir nos services d'assistance-conseil et pour s'assurer de la présence de responsables des organismes aux sessions d'information

15 octobre 2001

• Sessions d'information

- Conception, développement du contenu logistique et dépliant d'invitation

octobre 2001

- Ces sessions ont été offertes par secteurs d'activités ou types d'organismes et ont eu lieu à Montréal et à Québec

du 27/11/01
au 11/12/01

ORGANISMES DE LA PHASE 2

TOTAL : 118 ORGANISMES

- Commissions scolaires francophones et anglophones
- Cégeps publics

- **Fixation des délais**

12 décembre 2001

Lettre de la Direction des PAE aux responsables de l'application opérationnelle de la loi à laquelle était joint le guide pour la préparation du rapport sur l'analyse des effectifs et l'indication de la date pour la transmission du rapport à la CDPDJ

Note : Le principal critère de fixation des délais fut la taille des organismes et, subséquemment, les opérations de traitement des analyses de disponibilité par la CDPDJ

- **Assignment des dossiers**

9 janvier 2002

Chaque conseillère/conseiller s'est vu assigner un certain nombre de dossiers des commissions scolaires et des cégeps publics.

- **Sessions d'information**

Les sessions ont été offertes à Montréal et à Québec aux Commissions scolaires francophones et anglophones et aux cégeps publics

Du 5 février 2002
au 20 février 2002

La même session d'information a été donnée aux représentants des centrales syndicales du réseau des commissions scolaires et fédérations des cégeps publics.

Du 18 mars 2002
au 29 mars 2002

ORGANISMES DE LA PHASE 3

TOTAL : 377 ORGANISMES
Établissements de santé et
de services sociaux

- **Fixation des délais**

avril 2002

- **Assignment des dossiers**

avril 2002

- **Sessions d'information**

mai à juin 2002

ORGANISMES DE LA PHASE 4

TOTAL : 30 ORGANISMES
16 municipalités
14 organismes municipaux

- Les opérations pour ces municipalités et organismes municipaux ne pourront être commencées avant l'été 2002 compte tenu de la complexité des réorganisations municipales et de l'harmonisation des diverses et nombreuses conventions collectives, harmonisation, qui débutera le 1^{er} mai 2002.

**Liste des entreprises
soumises au programme gouvernemental
d'OBLIGATION CONTRACTUELLE**

Mise à jour – MARS 2002

Région 01 - Bas Saint-Laurent (Total: 3)

Groupe Cédrico Inc. (Price) (A)
Premier Horticulture Ltée (Rivière-du-Loup) (B)
Verreault Navigation Inc. (Les Méchins) (A)

Région 02 - Saguenay - Lac-Saint-Jean (Total: 4)

Alcan International Limitée - Centre de recherche R&D Arvida (Jonquière) (A)
Groupe-conseil Saguenay Inc. (S)
Nutrinor, Coopérative agro-alimentaire du Saguenay Lac St-Jean (St-Bruno) (B)
Tracto Inc. (Chicoutimi) (B)

Région 03 - Québec (Total: 24)

AFG Industries Ltée (St-Augustin-de-Desmaures) (A)
APG Solutions & Technologies Inc. (Québec) (S)
Biogénie S.R.D.C. Inc. (Ste-Foy) (A)
Consultants BPR (Québec) (A)
Compaq Canada Inc. (Division Équipement Digital du Canada (Ste-Foy) (B)
Cossette Communication-Marketing (Québec) (S)
Daishowa Inc. (Québec) (A)
EDS Innovations (Québec) (S)
GE Capital services de gestion technologiques Inc. (Québec) (S)
Gespro Informatique Inc. (Ste-Foy) (B)
Groupe Admari Inc. (Québec) (S)
Groupe-conseil Génivar Inc. (Québec) (A)
Industries Maibec Inc. (Ste-Foy) (A)
Ingénierie Électro-Optique Exfo Inc. (Vanier) (A)
L'Industrielle-Alliance Cie d'Assurance sur la vie (Sillery) (S)
La Mutuelle S.S.Q. (S.S.Q. Vie) (Ste-Foy) (S)
Le Groupe Mallette (Ste-Foy) (S)
Les Pétroles Irving Inc. (Sillery) (B)
Les entreprises Julien Inc. (Québec) (B)
NCR Canada Ltée (Ste-Foy) (B)
Roche Ltée, Groupe-conseil (Ste-Foy) (S)

Région 03 – Québec (suite)

Technisol Inc. (Québec) (S)
Tecnologies Multipartn'r (TMI) Inc. (Sainte-Foy) (A)
Wesco Distribution Canada Inc. (Québec) (B)

Région 04 - Mauricie-Bois-Francs (Total: 6)

Duchesne & Fils Ltée (Yamachiche) (B)
G.A. Boulet Inc. (St-Tite) (B)
Gérard Crête et Fils Inc. (Proulxville) (A)
Groupe HBA, experts-conseils (Drummondville) (S)
Imprimeries Transcontinental Inc. (Drummondville) (B)
Reycan S.E.C. (Société Aluminium Reynolds Canada (Cap-de-la-Madeleine) (B)

Région 05 - Estrie (Total: 1)

Imprimerie Quebecor Magog (Magog) (B)

Région 06 - Montréal (Total: 70)

3M Canada Inc. (Dorval) (B)
Agences de Collection Financières (Internationale) Inc. (Montréal) (S)
Agra Monenco Québec Inc. (Montréal) (S)
Axiata Inc. (St-Laurent) (B)
Banque Nationale du Canada (Montréal) (S)
Bower pâtes et papiers Canada Inc. (Avenor) (Montréal) (S)
Caisse centrale Desjardins (Montréal) (S)
Canon Canada Inc./Division OE (Montréal) (B)
Caron Bélanger Ernst & Young (Montréal) (S)
Cartons St-Laurent Inc. (Montréal) (A)
Cognicase Inc. (Montréal) (S)
Compagnie de téléphone Bell du Canada/Bell Canada (Montréal) (B)
Compagnie Marconi Canada (Montréal) (A)
Compagnie pétrolière Impériale Ltée (Montréal) (B)
Courrier Purolator Ltée (St-Laurent) (S)
Datamark Inc. (Division Lancaster Datamark) (LaSalle) (S)
Discreet Logic Inc. (Montréal) (A)
Domtar Inc. (Montréal) (B)
Donohue Inc. (Montréal) (S)
Doubletex (Montréal) (B)

Région 06 – Montréal (suite)

Epiciers Unis Métro-Richelieu Inc. Division Econogros (Montréal) (B)
Équipement Fédéral Québec Ltée (Dorval) (B)
Ford du Canada Limitée (Pointe-Claire) (B)
Goodyear Canada Inc. (St-Laurent) (Québec) (Valleyfield) (B)
Groupe DMR Inc. (Montréal) (S)
Groupe Devesco Ltée/Cie de Pavage d'Asphalte Beaver (Montréal-Nord) (B)
Groupe LGS Inc. (Montréal) (S)
Groupe Progestic Inc. (Montréal) (A)
Hewlett-Packard (Canada) Ltée (Kirkland) (B)
I.B.M. Canada Ltée (Montréal) (B)
Imprimerie Quebecor Montréal (Ronalds) (Montréal) (B)
Johnson & Johnson Inc. (Montréal) (A)
KPMG (Montréal) (S)
Kruger Inc. (Montréal) (A)
La Fonderie CSF (Montréal) (A)
Le Groupe C.G.I. (Montréal) (S)
Le Groupe SNC-Lavalin Inc. (Montréal) (A)
Les Aliments Ault Limitée (Montréal) (B)
Les industries Wajax Limitée (Lachine) (B)
Les ressources informatiques Quantum Ltée (Montréal) (S)
Logidec Inc. (Montréal) (B)
Médiosolution Inc. (Montréal) (S)
Métaltek C-Mac Inc. (Dollard-des-Ormeaux) (B)
Motorola Canada Limitée (St-Laurent) (B)
Pageau Morel & Associés Inc. (Montréal) (S)
Petro-Canada Inc. (Montréal) (B)
Philips Electronique Ltée (Montréal) (B)
Pitney Bowes (St-Laurent) (B)
Price Waterhouse (Montréal) (S)
Provigo Distribution Inc. (Montréal) (A)
Rolland Inc. division Les ressources graphiques (Montréal) (B)
RBA Inc. Maintenance d'ordinateurs (St-Laurent) (S)

Région 06 – Montréal (suite)

Samson Bélair/Deloitte & Touche (Montréal) (S)
Sécurité Kolossal Inc. (Montréal) (S)
Serca service alimentaire Inc./Division Novagro (Anjou) (B)
Shell Canada Limitée (Montréal) (B)
Société d'informatique Oracle du Québec Inc. (Montréal) (B)
Sony du Canada Ltée (St-Laurent) (B)
Stella-Jones Inc. (Montréal) (B)
Supremex Inc. Division enveloppe Innova (St-Laurent) (B)
Systèmeatix (Montréal) (S)
Systèmes Richter Internationale (Montréal) (A)
Tecsult Holding Inc. (Montréal) (S)
Tye-Sil Corporation Ltée (Montréal) (A)
Ultramar Canada Inc. (Montréal) (B)
Unisource Canada Inc. (LaSalle) (B)
Vidéotron Télécom Ltée (Montréal) (B)
Westburne Québec - Division Nedco (St-Laurent) (B)
Wood Wyant Inc. (Lachine) (B)
Xerox Canada Ltée (Dorval) (B)

Région 08 - Abitibi-Témiscamingue (Total: 6)

Cambior Inc. (Val d'Or) (A)
Mines Agnico Eagle Limitée (Cadillac et Joutel) (A)
Mines Aurizon Inc. (Val d'Or) (A)
Mines McWatters Inc. (Val d'Or) (A)
Tembec Inc. (Témiscaming) (A)
Uniboard Canada Inc. (Val d'Or) (A)

Région 10 - Nord-du-Québec (Total: 2)

Ressources Campbell Inc. - Ressources Meston Inc. (Chibougamau) (A)
Ressources MSV Inc. (Chibougamau) (A)

Région 11 - Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine (Total: 1)

Mines Seleine/Division Société canadienne de Sel (Grosse-Ile) (B)

Région 12 - Chaudière - Appalaches (Total: 12)

Assurance Vie Desjardins-Laurentienne (Lévis) (S)
Groupe Quebecor Inc. - Imprimerie St-Romuald (St-Romuald) (S)
Imprimerie Interglobe Inc. (Beauceville) (B)
Imprimeries Quebecor Inc. - Imprimerie Quebecor L'Éclaireur (Beauceville) (S)
IPL Inc. (St-Damien) (B)
La Chemise Perfection (1978) Inc. (Courcelles) (B)
Lainages Victor Ltée (St-Victor) (B)
Maintenance Eureka Ltée (Thetford-Mines) (S)
Meubles Morigeau Ltée (St-François) (A)
Montel Inc. (Montmagny) (B)
Plastiques Gagnon Inc. (St-Jean-Port-Joli) (B)
Rousseau Métal Inc. (St-Jean-Port-Joli) (B)

Région 13 - Laval (Total: 8)

CIMA + Société d'ingénierie (Laval) (S)
Dessau Inc. (Laval) (S)
Idéal Métal Inc. (Laval) (B)
Multi-Markes (Distribution) Inc. (Laval) (B)
Samuel & Fils & Cie (Québec) Ltée (Laval) (B)
Sécurité & Investigation Cartier Ltée (Laval) (S)
Société canadienne de pneus Michelin Ltée (Laval) (B)
Supérieur Propane Inc. (Laval) (B)

Région 14 - Lanaudière (Total: 1)

Bridgestone/Firestone Canada Inc. (Joliette) (B)

Région 15 - Laurentides (Total: 5)

Bell Helicopter Textron/Division de Textron Canada Ltée (Mirabel) (B)
General Motors du Canada Ltée (Boisbriand) (B)
Messier-Dowty Inc. (St-Janvier) (A)
PG Systèmes d'information Div. Programmation Gagnon Inc. (Sainte-Adèle) (B)
Sonepar Distribution Inc./Division Lumen & Roy Marchand (St-Eustache) (B)

Région 16 - Montérégie (Total: 22)

Agropur coopérative agro-alimentaire (Granby) (B)
Albums DF Ltée (Longueuil) (B)
Bois & placages généraux Ltée (Longueuil) (A)
Bombardier Inc. (St-Bruno) (S)
Boulangerie Gadoua Ltée (Napierville) (B)
Boulevard produits de bureau Inc. (Boucherville) (B)
Cleyne & Tinker Inc. (Huntingdon) (B)
Crain-Drummond Inc. (Boucherville) (B)
Entourage Solutions Technologiques Inc. (Longueuil) (A)
Entreprises 3-Soft Inc. (Brossard) (A)
Fabricants de produits Jenisys - Division Armtec (Beloeil) (B)
Formulaires et systèmes Moore Ltée (Cowansville) (B)
Formules d'affaires Data Ltée (Granby) (B)
Goodfellow Inc. (Delson) (B)
Hyundai Auto Canada Inc. (Bromont) (A)
Imprimerie Interweb Inc. (Boucherville) (B)
Lafarge Canada Inc. (St-Constant) (A)
Lacasse Inc. (St-Pie-de-Bagot) (B)
Matériel Industriel Ltée (Rougemont) (B)
Montupet Ltée (Rivière-Beaudette) (A)

Région 16 - Montérégie (suite)

Natrel Inc. (Longueuil) (B)
Sico Inc. (Longueuil) (B)

Région 17 – Centre du Québec (Total : 1)

Consultants Mesar Inc. (Bécancour) (S)

**Total des entreprises soumises
au programme d'obligation contractuelle du gouvernement du Québec : 166**

Légende : (A) Subvention
 (B) Contrat de biens
 (S) Contrat de services

LISTE DES ORGANISMES

SOU MIS À LA

***LOI SUR L'ACCÈS À L'ÉGALITÉ
EN EMPLOI DANS DES ORGANISMES PUBLICS***

CÉGEPS

Région 1 : Bas Saint-Laurent (total : 4)

Cégep de La Pocatière
Cégep de Matane
Cégep de Rimouski
Cégep de Rivière-du-Loup

Région 2 : Saguenay-Lac-Saint-Jean (total :4)

Cégep de Saint-Félicien
Cégep de Chicoutimi
Cégep de Jonquière
Collège d'Alma

Région 3 : Québec (total : 3)

Collège François-Xavier-Garneau
Collège de Limoilou
Cégep de Sainte-Foy

Région 4 : Mauricie-Bois-Francs (total : 2)

Collège Shawinigan
Cégep de Trois-Rivières

Région 5 : Estrie (total : 2)

Champlain Regional College
Collège de Sherbrooke

Région 6 : Montréal (total 12)

Cégep André-Laurendeau	Dawson College
Cégep du Vieux-Montréal	Collège Ahuntsic
Vanier College	John Abbott College
Cégep Marie-Victorin	Collège Gérald-Godin
Cégep de Saint-Laurent	Collège de Maisonneuve
Collège de Rosemont	Collège de Bois-de-Boulogne

Région 7 : Outaouais (total : 2)

Collège de l'Outaouais

Heritage College

Région 8 : Abitibi (total : 1)

Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue

Région 9 : Côte-Nord (total : 2)

Cégep de Baie-Comeau

Cégep de Sept-Îles

Région 10 : Nord-du-Québec (total : 0)

Région 11 : Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (total : 1)

Cégep de la Gaspésie et des Îles

Région 12 : Chaudières-Appalaches (total : 3)

Collège de la région de l'Amiante

Cégep de Lévis-Lauzon

Cégep Beauce-Appalaches

Région 13 : Laval (total : 1)

Collège Montmorency

Région 14 : Lanaudière (total : 1)

Cégep régional de Lanaudière

Région 15 : Laurentides (total : 2)

Collège Lionel-Groulx

Cégep de Saint-Jérôme

Région 16 : Montérégie (total : 6)

Cégep de Saint-Hyacinthe

Cégep de Granby Haute-Yamaska

Collège de Valleyfield

Cégep de Sorel-Tracy

Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu

Collège Édouard-Montpetit

Région 17 : Centre-du-Québec (total : 2)

Cégep de Victoriaville

Cégep de Drummondville

ÉDUCATION COLLÉGIAL PRIVÉ

Région 3 : Québec (total : 2)

Collège Mérici

Campus Notre-Dame-de-Foy

Région 4 : Mauricie-Bois-Francs (total :1)

Collège Laflèche

Région 6 : Montréal (total : 3)

Collège Marianopolis

Collège Lasalle

Collège André-Grasset

COMMISSIONS SCOLAIRES

Région 1 : Bas-Saint-Laurent (total : 4)

Commission scolaire des Monts-et-Marées
Commission scolaire de Kamouraska-Rivière-du-Loup
Commission scolaire du Fleuve-et-des-Lacs
Commission scolaire des Phares

Région 2 : Saguenay-Lac-Saint-Jean (total : 4)

Commission scolaire du Pays-des-Bleuets
Commission scolaire des Rives-du-Saguenay
Commission scolaire de la Jonquière
Commission scolaire du Lac-Saint-Jean

Région 3 : Québec (total : 6)

Commission scolaire des Premières-Seigneuries
Commission scolaire des Découvreurs
Commission scolaire de Portneuf
Commission scolaire de la Capitale
Commission scolaire Central Québec
Commission scolaire de Charlevoix

Région 4 : Mauricie-Bois-francs (total : 2)

Commission scolaire de l'Énergie
Commission scolaire du Chemin-du-Roy

Région 5 : Estrie (total : 4)

Commission scolaire Eastern Townships
Commission scolaire des Sommets
Commission scolaire des Hauts-Cantons
Commission scolaire de la Région-de-Sherbrooke

Région 6 : Montréal (total : 5)

Commission scolaire Lester-B.-Pearson
Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys
Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île
Commission scolaire de Montréal
Commission scolaire English-Montréal

Région 7 : Outaouais (total : 5)

Commission scolaire des Draveurs
Commission scolaire des Hauts-Bois-de-l'Outaouais
Commission scolaire Western Québec
Commission scolaire au Coeur-des-Vallées
Commission scolaire des Portages-de-l'Outaouais

Région 8 : Abitibi (total : 5)

Commission scolaire du Lac-Abitibi
Commission scolaire de l'Or-et-des-Bois
Commission scolaire de Rouyn-Noranda
Commission scolaire du Lac-Témiscamingue
Commission scolaire Harricana

Région 9 : Côte-Nord (total : 4)

Commission scolaire du Fer
Commission scolaire du Littoral
Commission scolaire de la Moyenne-Côte-Nord
Commission scolaire de l'Estuaire

Région 10 : Nord-du-Québec (total : 1)

Commission scolaire de la Baie James

Région 11 : Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (total :4)

Commission scolaire René-Lévesque
Commission scolaire Eastern Shores
Commission scolaire des Îles
Commission scolaire des Chics-Chocs

Région 12 : Chaudières-Appalaches (total : 4)

Commission scolaire des Navigateurs
Commission scolaire de la Côte-du-Sud
Commission scolaire de la Beauce-Etchemin
Commission scolaire de l'Amiante

Région 13 : Laval (total : 2)

Commission scolaire Sir-Wilfrid-Laurier
Commission scolaire de Laval

Région 14 : Lanaudière (total : 2)

Commission scolaire des Affluents

Commission scolaire des Samares

Région 15 : Laurentides (total : 4)

Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles

Commission scolaire de la Rivière-du-Nord

Commission scolaire des Laurentides

Commission scolaire Pierre-Neveu

Région 16 : Montérégie (total : 11)

Commission scolaire New Frontiers

Commission scolaire Riverside

Commission scolaire Marie-Victorin

Commission scolaire des Hautes-Rivières

Commission scolaire du Val-des-Cerfs

Commission scolaire des Patriotes

Commission scolaire de Saint-Hyacinthe

Commission scolaire de Sorel-Tracy

Commission scolaire des Grandes-Seigneuries

Commission scolaire des Trois-Lacs

Commission scolaire de la Vallée-des-Tisserands

Région 17 : Centre-du-Québec (total : 3)

Commission scolaire de la Riveraine

Commission scolaire des Bois-Francs

Commission scolaire des Chênes

COMMUNAUTÉS URBAINES

Région 3 : Québec (total : 1)

Communauté urbaine de Québec

Région 6 : Montréal (total :1)

Communauté Urbaine de Montréal

Région 7 : Outaouais (total :1)

Communauté urbaine de l'Outaouais

MUNICIPALITÉS

Région 1 : Bas-Saint-Laurent (total : 2)

Ville de Rimouski
Ville de Rivière-du-Loup

Région 2 : Saguenay-Lac-Saint-Jean (total : 4)

Ville d'Alma
Ville de Chicoutimi
Ville de Jonquière
Ville de La Baie

Région 3 : Québec (total : 4)

Ville de Beauport
Ville de Charlesbourg
Ville de Québec
Ville de Sainte-Foy

Région 4 : Mauricie-Bois-Francs (total : 3)

Ville de Shawinigan
Ville de Trois-Rivières
Ville du Cap-de-la-Madeleine

Région 5 : Estrie (total : 2)

Ville de Magog
Ville de Sherbrooke

Région 6 : Montréal (total : 16)

Cité de Côte-Saint-Luc
Cité de Dorval
Ville d'Anjou

Ville de Dollard-des-Ormeaux

Ville de Lachine

Ville de LaSalle

Ville de Mont-Royal

Ville de Montréal

Ville de Montréal-Nord

Ville de Outremont

Ville de Pierrefonds

Ville de Pointe-Claire

Ville de Saint-Laurent

Ville de Saint-Léonard

Ville de Verdun

Ville de Westmount

Région 7 : Outaouais (total : 3)

Ville d'Aylmer

Ville de Gatineau

Ville de Hull

Région 8 : Abitibi (total : 3)

Ville d'Amos

Ville de Rouyn-Noranda

Ville de Val-d'Or

Région 9 : Côte-Nord (total : 2)

Ville de Baie-Comeau

Ville de Sept-Îles

Région 10 : Nord-du-Québec (total : 0)

Région 11 : Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (total : 0)

Région 12 : Chaudières-Appalaches (total : 4)

Ville de Charny

Ville de Lévis

Ville de Saint-Georges

Ville de Thetford Mines

Région 13 : Laval (total :1)

Ville de Laval

Région 14 : Lanaudière (total :4)

Ville de Joliette

Ville de Mascouche

Ville de Repentigny

Ville de Terrebonne

Région 15 : Laurentides (total :7)

Ville de Blainville

Ville de Boisbriand

Ville de Deux-Montagnes

Ville de Mont-Laurier

Ville de Saint-Eustache

Ville de Saint-Jérôme

Ville de Sainte-Thérèse

Région 16 : Montérégie (total : 18)

Ville de Beloeil

Ville de Boucherville

Ville de Brossard

Ville de Chambly

Ville de Châteauguay

Ville de Granby

Ville de Greenfield Park
Ville de La Prairie
Ville de Longueuil
Ville de Saint-Bruno-de-Montarville
Ville de Saint-Hubert
Ville de Saint-Hyacinthe
Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu
Ville de Saint-Lambert
Ville de Sainte-Julie
Ville de Salaberry-de-Valleyfield
Ville de Sorel
Ville de Vaudreuil-Dorion

Région 17 : Centre-du-Québec (total :2)

Ville de Drummondville
Ville de Victoriaville

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Région 1 : Bas-Saint- Laurent (total : 1)

Université du Québec à Rimouski

Région 2 : Saguenay-Lac-Saint-Jean (total :1)

Université du Québec à Chicoutimi

Région 3 : Québec (total : 5)

École nationale d'administration publique

Institut national de la recherche scientifique

Télé-université

Université du Québec (siège social)

Université Laval

Région 4 : Mauricie-Bois-Francs (total : 1)

Université du Québec à Trois-Rivières

Région 5 : Estrie (total : 2)

Université Bishop's

Université de Sherbrooke

Région 6 : Montréal (total : 7)

École de technologie supérieure

École des Hautes Études Commerciales de Montréal

École Polytechnique de Montréal

Université Concordia

Université de Montréal

Université du Québec à Montréal

Université McGill

Région 7 : Outaouais (total : 1)

Université du Québec à Hull

Région 8 : Abitibi (total : 1)

Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue

INSTITUTIONS D'ENSEIGNEMENT PRIVÉ (PRIM. ET SEC.)

Région 3 : Québec (total : 4)

Collège Jésus-Marie de Sillery
Collège Saint-Charles-Garnier
Le Petit Séminaire de Québec
Séminaire Saint-François

Région 5 : Estrie (total : 1)

Séminaire de Sherbrooke

Région 6 : Montréal (total : 18)

Académie Solomon Schechter
Collège Charlemagne inc.
Collège Jean-De-Brébeuf
Collège Marie de France
Collège Mont-Saint-Louis
Collège Notre-Dame du Sacré-Cœur
Collège Regina Assumpta
Collège Sainte-Marcelline
Collège Stanislas
Ecole Maïmonide
École Marie-Clarac
École Peter Hall inc.
École Selwyn House
École Vanguard Québec Itée
Les Écoles juives populaires et les Écoles Peretz
Lower Canada College
Talmud Torahs Unis de Montréal Inc.
Villa Maria

Région 12 : Chaudières-Appalaches (total : 1)

Collège de Lévis

Région 13 : Laval (total : 1)

Collège Laval

Région 14 : Lanaudière (total : 2)

Collège de l'Assomption

Collège Saint-Sacrement

Région 15 : Laurentides (total : 2)

Académie Lafontaine

Académie Sainte-Thérèse

Région 16 : Montérégie (total : 4)

Collège Bourget

Collège Charles-Lemoyne

Collège Durocher Saint-Lambert

Collège Jean de-la-Mennais

MUNICIPAL - POLICE

Région 5 : Estrie (total : 1)

Régie intermunicipale de police de la région sherbrookoise

Région 6 : Montréal (total : 2)

Régie de la sécurité publique LaSalle-Verdun

Service de police de la communauté urbaine de Montréal

Région 7 : Outaouais (total : 1)

Régie de la sécurité publique de Gatineau-métro

MUNICIPAL - TRANSPORT

Région 2 : Saguenay-Lac-Saint-Jean (total : 1)

Corporation intermunicipale de transport du Saguenay

Région 3 : Québec (total : 1)

Société de transport de la communauté urbaine de Québec

Région 4 : Mauricie-Bois-Francs (total : 1)

Corporation intermunicipale de transport des Forges

Région 5 : Estrie (total : 1)

Corporation métropolitaine de transport Sherbrooke

Région 6 : Montréal (total : 1)

Société de transport de la communauté urbaine de Montréal

Région 7 : Outaouais (total : 1)

Société de transport de l'Outaouais

Région 13 : Laval (total :1)

Société de transport de la Ville de Laval

Région 16 : Montérégie (total :1)

Société de transport de la Rive-Sud de Montréal

SANTÉ – RÉGIES RÉGIONALES

Région 1 : Bas-Saint-Laurent (total : 1)

Régie régionale de la santé et des services sociaux du Bas-Saint-Laurent

Région 2 : Saguenay-Lac-Saint-Jean (total : 1)

Régie régionale de la santé et des services sociaux du Saguenay - Lac-Saint-Jean

Région 3 : Québec (total : 1)

Régie régionale de la santé et des services sociaux de Québec

Région 4 : Mauricie-Bois-Francs (total :1)

Régie régionale de la santé et des services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec

Région 5 : Estrie (total :1)

Régie régionale de la santé et des services sociaux de l'Estrie

Région 6 : Montréal (total : 1)

Régie régionale de la santé et des services sociaux de Montréal-Centre

Région 7 : Outaouais (total : 1)

Régie régionale de la santé et des services sociaux de l'Outaouais

Région 12 : Chaudières-Appalaches (total 1)

Régie régionale de la santé et des services sociaux de Chaudière-Appalaches

Région 13 : Laval (total : 1)

Régie régionale de la santé et des services sociaux de Laval

Région 14 : Lanaudière (total : 1)

Régie régionale de la santé et des services sociaux de Lanaudière

Région 15 : Laurentides (total :1)

Régie régionale de la santé et des services sociaux des Laurentides

Région 16 : Montérégie (total :1)

Régie régionale de la santé et des services sociaux de la Montérégie

SOCIÉTÉS D'ÉTAT / ORGANISMES PUBLICS

Région 3 : Québec (total : 7)

Musée du Québec
Centre de recherche industrielle du Québec
Institut national de santé publique du Québec
Musée de la civilisation
Société immobilière du Québec
Société des établissements de plein-air du Québec
Société des traversiers du Québec

Région 6 : Montréal (total : 14)

Caisse de dépôt et de placement du Québec
Société du Palais des congrès de Montréal
Société générale de financement du Québec
Commission de la construction du Québec
Commission des valeurs mobilières du Québec
Corporation d'Urgences-Santé de la région Montréal métropolitain
Investissement-Québec
Hydro-Québec
Société des alcools du Québec
Société des loteries du Québec
Régie des installations olympiques
Société de la Place des arts de Montréal
Société de télédiffusion du Québec
Héma-Québec

Région 17 : Centre-du-Québec (total : 1)

École nationale de police du Québec

SÛRETÉ DU QUÉBEC

Région 6 : Montréal (total : 1)

Quartier général - Sûreté du Québec

SANTÉ ÉTABLISSEMENTS

Région 1 : Bas-Saint-Laurent (total : 14)

Centre d'hébergement et de services communautaires de l'Estuaire
Centre de réadaptation en déficience intellectuelle K.R.T.B.
Centre hospitalier d'Amqui
Centre hospitalier régional de Rimouski
Centre jeunesse du Bas-Saint-Laurent
Centre Mitissien de santé et services communautaires
Centres hospitalier et d'hébergement de Rivière-du-Loup
CHSLD et CLSC des Basques
CLSC de Matane
CLSC Rivières et Marées
Les CH et CHSLD de Matane
Les services d'adaptation Osmose
Réseau de santé du Témiscouata
Réseau Santé Kamouraska

Région 2 : Saguenay-lac-Saint-Jean (total : 12)

Carrefour de la santé et des services sociaux de Jonquière
Centre de réadaptation en déficience intellectuelle du Saguenay-Lac-St-Jean
Centre le Jeannois
Centre Maria-Chapdelaine
CH-CHSLD-CLSC Cléophas Claveau
CHSLD de Chicoutimi
CLSC du Grand Chicoutimi
CLSC des Prés-Bleus
CLSC le Norois
Complexe hospitalier de la Sagamie
Hotel-Dieu de Roberval
Les Centres jeunesse du Saguenay/Lac-Saint-Jean

SANTÉ ÉTABLISSEMENTS

Région 3 : Québec (total : 24)

Centre d'hébergement St-Jean-Eudes Inc.

Centre de réadaptation en déficience intellectuelle de Québec

Centre hospitalier affilié universitaire de Québec

Centre hospitalier de Charlevoix

Centre hospitalier Robert-Giffard

Centre hospitalier St-Joseph de la Malbaie

Centre hospitalier universitaire de Québec

Centre jeunesse de Québec

CHSLD St-Augustin (VIGI)

CLSC Basse-Ville-Limoilou-Vanier

CLSC Charlevoix

CLSC de la Jacques-Cartier

CLSC et CHSLD de Portneuf

CLSC la Source

CLSC Orléans

CLSC Sainte-Foy - Sillery - Laurentien

CLSC-CHSLD Haute-Ville-des-Rivières

Corporation du centre hospitalier Chauveau

Hôpital Jeffery Hale

Hôpital Laval

Hôpital Sainte-Anne-de-Beaupré

Hôpital Ste-Monique Inc.

Institut de réadaptation en déficience physique de Québec Site Louis-Hébert inc

Saint Brigid's Home Inc.

SANTÉ ÉTABLISSEMENTS

Région 4 : Mauricie-Bois-Francs (total : 14)

Carrefour de santé et des services sociaux de la Saint-Maurice
Centre de réadaptation Interval
Centre de service en déficience intellectuelle Mauricie/Centre-du-Québec
Centre hospitalier du Centre-de-la-Mauricie
Centre hospitalier régional de Trois-Rivières
CHSLD du Centre Mauricie
CHSLD Le Trifluvien
CHSLD Regroupement Mékinac-des-Chenaux
CLSC du Centre de la Mauricie
CLSC les Forges
CLSC-CHSLD Vallée de la Batiscan
Les Centres jeunesse de la Mauricie et du Centre-du-Québec
Regroupement Cloutier-du-Rivage
Regroupement de la santé et des services sociaux de la MRC de Maskinongé

Région 5 : Estrie (total : 14)

Carrefour de la santé et des services sociaux CLSC et CHSLD de la MRC de Coaticook
Carrefour de la santé et des services sociaux du Val Saint-François
Carrefour santé du Granit (CH-CHSLD-CLSC)
Centre d'accueil Dixville Inc.
Centre d'hébergement et soins de longue durée Estriade
Centre de réadaptation Estrie Inc.
Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke
Centre jeunesse de l'Estrie
Centre Notre-Dame de l'Enfant (Sherbrooke) Inc.
CLSC de la région Sherbrookoise
CLSC-CH et d'hébergement Memphrémagog
CLSC-CHSLD du Haut-Saint-François
Institut universitaire de gériatrie de Sherbrooke
Les CLSC, CH et CHSLD de la MRC d'Asbestos

SANTÉ ÉTABLISSEMENTS

Région 6 : Montréal (total : 110)

Association Montréalaise pour les aveugles
Centre d'accueil Denis-Benjamin Viger
Centre d'accueil Father Dowd
Centre d'accueil Juif
Centre d'accueil La Salle
Centre d'accueil Louis Riel
Centre d'accueil Réal Morel
Centre d'accueil Saint-Margaret
Centre d'hébergement Champlain-Marie-Victorin
Centre d'hébergement Le Royer
Centre d'hébergement Saint-Georges
Centre de réadaptation Constance-Lethbridge
Centre de réadaptation de l'Ouesi de Montréal
Centre de réadaptation Gabrielle Major
Centre de réadaptation Lisette-Dupras
Centre de soins prolongés Grace Dart
Centre Dollard-Cormier
Centre hospitalier Angrignon
Centre hospitalier de l'université de Montréal
Centre hospitalier de Lachine
Centre hospitalier de Lasalle
Centre hospitalier de St-Mary
Centre hospitalier Fleury
Centre hospitalier Jacques-Viger
Centre hospitalier juif de l'Espérance
Centre hospitalier Richardson
Centre hospitalier Saint-Michel
Centre le Cardinal Inc.
Centre Mackay
Centre Miriam
Centre universitaire de santé McGill

SANTÉ ÉTABLISSEMENTS

Centres de la jeunesse et de la famille Batshaw

CHSLD Bayview Inc.

CHSLD Biermans-Triest

CHSLD Bourget Inc.

CHSLD Centre-Ville de Montréal

CHSLD Champlain - Manoir de Verdun

CHSLD CLSC Bordeaux-Cartierville

CHSLD Dollard-des-Ormeaux (VIGI)

CHSLD Émilie-Gamelin, Armand Lavergne

CHSLD Les Havres

CHSLD Lucille-Teasdale

CHSLD Mont-Royal (VIGI)

CHSLD-CLSC Saint-Laurent

Clinique communautaire de Pointe Saint-Charles

CLSC Ahuntsic

CLSC Côte-des-Neiges

CLSC des Faubourgs

CLSC du Plateau Mont-Royal

CLSC du Vieux LaChine

CLSC Hochelaga-Maisonneuve

CLSC La Petite Patrie

CLSC Lac Saint-Louis

CLSC Mercier-Est/Anjou

CLSC Métro

CLSC Montréal-Nord

CLSC NDG / Montréal-Ouest

CLSC Olivier-Guimond

CLSC Park Extension

CLSC Pierrefonds

CLSC René-Cassin

CLSC Rivière-des-Prairies

CLSC Saint-Léonard

CLSC Saint-Louis-du-Parc

SANTÉ ÉTABLISSEMENTS

CLSC Saint-Michel
CLSC St-Henri
CLSC Verdun / Côte Saint-Paul
CLSC Villeray
CLSC-CHSLD de Rosemont
CLSC-CHSLD Pointe-aux-Trembles/Montréal-Est
Corporation du centre de réadaptation Lucie-Bruneau
Corporation du centre hospitalier gériatrique Maimonides
Foyer Rousselot
Hôpital de réadaptation Lindsay
Hôpital Général Juif Sir Mortimer B. Davis
Hôpital Catherine Booth de l'Armée du Salut
Hôpital chinois de Montréal
Hôpital Douglas
Hôpital du Sacré-Coeur de Montréal
Hôpital général du Lakeshore
Hôpital Jean-Talon
Hôpital Louis-H. Lafontaine
Hôpital Maisonneuve-Rosemont
Hôpital Marie-Clarac des Soeurs Charité de Sainte-Marie (1995) Inc.
Hôpital Mont-Sinai
Hôpital Notre-Dame de la Merci inc.
Hôpital Rivière-des-Prairies
Hôpital Sainte-Justine
Hôpital Santa Cabrini
Hôpital Shriners pour enfants (Québec) inc.
Institut Canadien-Polonais du Bien-être Inc.
Institut de cardiologie de Montréal
Institut de réadaptation de Montréal
Institut Philippe-Pinel de Montréal
Institut Raymond-Dewar
Institut universitaire de gériatrie de Montréal
Les Centres jeunesse de Montréal

SANTÉ ÉTABLISSEMENTS

Les CHSLD de mon Quartier
Les CHSLD du Plateau Mont-Royal
Les CHSLD Lachine, Nazaire-Piché et Foyer Dorval
Les Résidences Laurendeau, Légaré, Louvain
Manoir Cartierville
Petites soeurs des pauvres (ma maison Saint-Joseph)
Providence Notre-Dame de Lourdes Inc.
Résidence Angelica
Résidence Berthiaume-Du-Tremblay
Résidence Yvon-Brunet
Résidences Mance-Decary (CHSLD)
Services de réadaptation l'Intégrale
Villa Médica Inc.

Région 7 : Outaouais (total : 17)

Centre d'hébergement Champlain-Gatineau
Centre de réadaptation la Ressource
Centre hospitalier des Vallées de l'Outaouais
Centre hospitalier Gatineau Memorial
CH-CHSLD de Papineau
CHSLD de Hull
CLSC de Hull
CLSC de la Vallée de la Lièvre
CLSC et CHSLD de Gatineau
CLSC et CHSLD Grande-Rivière
CLSC-CH-CHSLD des Forestiers
CLSC-CHSLD de la Petite-Nation
CLSC-CHSLD des Collines
Corporation du centre hospitalier Pierre-Janet
Le CLSC, le CHSLD et le centre hospitalier du Pontiac
Les Centres jeunesse de l'Outaouais
Pavillon du Parc Inc.

SANTÉ ÉTABLISSEMENTS

Région 8 : Abitibi (total : 14)

Centre de réadaptation la Maison
Centre de santé de Témiscaming
Centre de santé Sainte-Famille
Centre de santé Vallée-de-l'Or
Centre hospitalier de Val-d'Or
Centre hospitalier Hotel-Dieu d'Amos
Centre hospitalier Rouyn-Noranda
Centre jeunesse de l'Abitibi-Témiscamingue (C.J.A.T.)
CH de soins psychiatriques de l'Abitibi-Témiscamingue
Clair Foyer Inc.
CLSC le Partage des Eaux
Le CLSC et le CHSLD les Eskers
Maison Pie XII
Réseau santé et services sociaux des Aurores Boréales

Région 9 : Côte-Nord (total : 9)

Centre de protection et de réadaptation de la Côte-Nord
Centre de santé de l'Hématite
Centre de santé de la Basse Côte-Nord
Centre de santé de La Minganie
Centre de santé des Nord-Côtiers
Centre hospitalier régional Baie-Comeau
Centre hospitalier régional de Sept-Iles
CLSC - Centre de santé des Sept Rivières
CLSC et centre d'hébergement de Manicouagan

SANTÉ ÉTABLISSEMENTS

Région 10 : Nord-du-Québec (total :4)

Centre de santé Inuulitsivik

Centre de santé Tulattavik de l'Ungava

Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James

Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie James

Région 11 : Gaspésie-Îles-de-la-Madelaine (total : 12)

Centre de réadaptation de la Gaspésie

Centre hospitalier Baie-des-Chaleurs

Centre hospitalier de Chandler

Centre hospitalier de Gaspé

Centre hospitalier de l'Archipel

CLSC - CHSLD Baie-des-Chaleurs

CLSC des Iles

CLSC et CHSLD Pabok

CLSC Malauze

CLSC Mer et Montagnes

CLSC-CHSLD-CH de la MRC Denis-Riverin

Le Centre jeunesse Gaspésie/Les Îles

Région 12 : Chaudières-Appalaches (total : 21)

Centre d'accueil Saint-Joseph de Lévis Inc.

Centre de réadaptation en déficience intellectuelle (CRDI) Chaudière-Appalaches

Centre hospitalier Beauce-Etchemin

Centre hospitalier de la région de l'Amiante

CH de l'Assomption (Saint-Georges de Beauce) Inc.

CHSLD de l'Amiante

CLSC Beauce-Centre

CLSC et CHSLD de la MRC de L'islet

CLSC et CHSLD de la MRC de Lotbinière

SANTÉ ÉTABLISSEMENTS

CLSC et CHSLD de la MRC de Montmagny
CLSC et CHSLD de la MRC des Etchemins
CLSC et CHSLD de la MRC Desjardins
CLSC Frontenac
CLSC la Guadeloupe
Complexe de santé et CLSC Paul-Gilbert
Cratca et CHSLD de Beauce
Hotel-Dieu de Lévis
Hotel-Dieu de Montmagny
Les Centres jeunesse Chaudière-Appalaches
Les CLSC et CHSLD de la MRC de Bellechasse
Les CLSC et CHSLD de la MRC de la Nouvelle-Beauce

Région 13 : Laval (total : 13)

Centre de réadaptation Normand-Laramée
Centre jeunesse de Laval
CHSLD l'Orchidée Blanche
CHSLD Saint-Jude Inc.
Cité de la santé de Laval
CLSC des Mille-Iles
CLSC et CHSLD du Marigot
CLSC-CHSLD du Ruisseau-Papineau
CLSC-CHSLD Sainte-Rose de Laval
Hôpital juif de réadaptation
Les centres gériatriques le Bel Age Inc.
Les CHSLD Laval
Manoir Saint-Patrice Inc.

SANTÉ ÉTABLISSEMENTS

Région 14 : Lanaudière (total : 14)

Carrefour de la santé et services sociaux de Matawinie

Centre de réadaptation la Myriade

Centre de réadaptation le Bouclier

Centre hospitalier Le Gardeur

Centre hospitalier régional de Lanaudière

CHSLD de la Côte Boisée

CHSLD le Château Inc.

CLSC - CHSLD - Meilleur

CLSC - CHSLD d'Autray

CLSC de Joliette

CLSC Lamater

CLSC-CHSLD Montcalm

Les Centres jeunesse de Lanaudière

Vigi Yves Blais

Région 15 : Laurentides (total : 18)

Centre du Flores

Centre hospitalier et centre de réadaptation Antoine-Labelle

Centre hospitalier Laurentien

Centre hospitalier Saint-Eustache

CHSLD Drapeau Deschambault

CLSC - CHSLD des Pays-d'en-Haut

CLSC Arthur-Buies

CLSC des Hautes-Laurentides

CLSC Jean-Olivier-Chénier

CLSC Thérèse-de-Blainville

CLSC-CHSLD des Trois Vallées

Hôpital d'Argenteuil

SANTÉ ÉTABLISSEMENTS

Hotel-Dieu de Saint-Jérôme
Les centres jeunesse des Laurentides
Les CHSLD de la Rive et de Mirabel
Les CHSLD de la Rivière du Nord
Pavillon Sainte-Marie Inc.
Québec Inc. (CHSLD Villa Soleil)

Région 16 : Montérégie (total :45)

Centre d'accueil Marcelle-Ferron inc.
Centre d'hébergement Champlain-Châteauguay
Centre hospitalier Anna-Laberge
Centre hospitalier de Granby
Centre hospitalier du Comté de Huntingdon
Centre hospitalier Kateri Memorial
Centre hospitalier Pierre-Boucher
Centre hospitalier régional du Suroit
Centre montréalais de réadaptation
Centre Rouville
CHSLD de la MRC de Champlain
CHSLD de Longueuil
CHSLD du Bas-Richelieu
CHSLD du Littoral
CHSLD Horace-Boivin
CHSLD Montérégie (VIGI)
CHSLD Trèfle d'Or
CLSC - CHSLD des Maskoutains
CLSC Châteauguay
CLSC de la Haute-Yamaska
CLSC des Seigneuries
CLSC du Havre
CLSC du Richelieu
CLSC Katéri
CLSC La Presqu'île

SANTÉ ÉTABLISSEMENTS

CLSC Longueuil-Est
CLSC Longueuil-Ouest
CLSC Saint-Hubert
CLSC Samuel de Champlain
CLSC Seigneurie de Beauharnois
CLSC/CHSLD de la Vallée du Richelieu
Hôpital Barrie-Memorial
Hôpital Brome-Missisquoi-Perkins
Hôpital Charles-LeMoine
Hôpital du Haut-Richelieu
Hotel-Dieu de Sorel
Institut Nazareth et Louis Braille
Le Regroupement des CHSLD des Trois Rives
Les centres Butters-Savoy et Horizon
Les centres du Haut Saint-Laurent (CHSLD)
Les Centres jeunesse de la Montérégie
Les CLSC et CHSLD Champagnat de la Vallée des Forts
Les CLSC et CHSLD de la Pommeraie
Les services de réadaptation du Sud-Ouest et du Renfort
Réseau santé Richelieu - Yamaska

Région 17 : Centre-du-Québec (total : 10)

CHSLD Coeur-du-Québec
CHSLD Ermitage de la MRC d'Arthabaska
CLSC Drummond
CLSC Suzor-Côté
CLSC-CHSLD de l'Érable
Complexe santé et services sociaux Nicolet-Yamaska
Hôpital St-Julien
Hôpital Ste-Croix
Hotel-Dieu d'Arthabaska
Le CLSC et le CHSLD les Blés d'Or

Protection de la jeunesse

43. Nombre et nature des cas traités et des plaintes reçues à la Commission en 2001-2002. Nombre de cas et circonstances en vertu desquels la Commission a agi par elle-même.

Il y a eu 5 118 demandes en vertu de notre mandat Jeunesse adressées à la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse au cours de l'année 2001. De celles-ci, 535 étaient des demandes d'enquêtes. Par ailleurs, 312 de ces demandes ont été jugées recevables et ont fait l'objet d'un avis d'enquête.

Les parents (45.8%) et les enfants eux-mêmes (31.3%) sont les principaux requérants. Les motifs d'insatisfaction sont principalement : le lieu d'hébergement approprié (30.4%), la qualité des services à la prise en charge par le directeur de la protection de la jeunesse (26.6%), les services dans les ressources d'hébergement (15.9%), les décisions du directeur de la protection de la jeunesse (8.8%).

La Commission a effectué 4 enquêtes de sa propre initiative au cours de l'année 2001. Ces enquêtes de nature systémique portaient sur l'ensemble des services octroyés par un centre jeunesse ou encore sur les conditions d'hébergement dans un lieu ou des unités précis, et étaient fondées sur des allégations provenant selon les cas, de parents, d'enfants, de juges, d'avocats ou encore d'intervenants sociaux.

44. Liste des recommandations de la Commission aux ministères mentionnés dans sa loi constitutive, pour l'année 2001-2002

1. Suivi en cours
2. Recommandation(s) suivie(s) en tout ou en partie
3. Recommandation(s) non suivie(s)

- Commentaires sur le Projet de loi n° 166, *Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse* 1
 - Envoi le 5 juin 2001
Ministère de la Santé et des Services sociaux
Commission des affaires sociales
- Commentaires sur le Projet de loi n° 180, *Loi modifiant diverses dispositions législatives eu égard à la divulgation de renseignements confidentiels en vue d'assurer la protection des personnes* 2
 - Envoi le 1^{er} octobre 2001
Ministère de la Justice
Ministère de la Santé et des Services sociaux
- Lettre concernant le Projet de loi n° 180, *Loi modifiant diverses dispositions législatives eu égard à la divulgation de renseignements confidentiels en vue d'assurer la protection des personnes* 2
 - Envoi le 3 octobre 2001
Ministère de la Justice
Ministère de la Santé et des Services sociaux
- Lettre concernant le Projet de loi n° 180, *Loi modifiant diverses dispositions législatives eu égard à la divulgation de renseignements confidentiels en vue d'assurer la protection des personnes* 2
 - Envoi le 5 novembre 2001
Ministère de la Santé et des Services sociaux

45. Liste des plaintes qui ont déjà fait l'objet de recommandations par la Commission auprès de ministères en 2001-2002

Cette information sera disponible ultérieurement

46. Nombre d'enfants décédés alors qu'ils étaient suivis par le réseau de protection de la jeunesse en 2001-2002

Après entente avec le bureau du Coroner, la Commission ne reçoit plus les avis de décès et n'effectue plus ce type de vérification. Cependant elle demeure disponible pour assister ou accompagner le Coroner dans les investigations qu'il effectue en matière jeunesse.

-
- 47. Pour l'année 2001-2002, nombre de cas traités et de plaintes reçues en regard de l'isolement ou de l'encadrement intensif d'un enfant à l'intérieur d'un établissement. Distinguer les cas de protection de ceux des jeunes contrevenants et préciser leur nature.**
-

Entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2001, la Commission a reçu 8 demandes portant sur l'isolement, le retrait ou la programmation spéciale dans les centres de réadaptation. Une demande relevait de l'application de la LJC alors que 6 demandes relevaient quant à elles de la LPJ. Une demande relevait des deux lois.

48. Délai moyen de traitement des plaintes pour 2000-2001 et 2001-2002

Au cours de l'année 2000, 92 dossiers avaient été fermés avec un délai moyen de 581 jours, comparativement à l'année 2001, où 206 dossiers ont été fermés, avec un délai moyen de 422 jours.

Tout en augmentant de manière significative notre productivité quant au nombre de dossiers traités, le délai moyen à l'intérieur duquel ils le furent, a diminué de 27% par rapport à ce qu'il était. De plus, il faut considérer que ce délai moyen inclut dans son calcul les dossiers pour lesquels il y a eu une enquête et une décision du comité des enquêtes, mais qui par ailleurs font l'objet d'un suivi des recommandations adressées à certaines parties.

50. Effectifs pour 2001-2002, postes occupés et nature du travail

CATÉGORIE D'EMPLOI	2001-2002
CADRES	10
PROFESSIONNELS	
Analyste de la gestion et des procédés administratifs	1
Agent d'éducation	4
Agent d'information	5
Agent de coopération	4
Bibliothécaire	1
Conseiller en P.A.E.	18
Coord. des P.A.E.	1
Enquêteur-médiateur	15
Représentant régional	24
Chercheur	3
Chercheur juridique	0
Coord. de recherche	1
Analyste en informatique	2
Secrétaire adjoint	2
Conseiller en G.R.H.	1
Conseiller juridique	10
Adjoint au Président	1
TOTAL	93
TECHNICIENS ET EMPLOYÉ/E/S DE BUREAU	
Chargé de service	5
Commis de bureau	4
Secrétaire	24
Téléphoniste-réceptionniste	2
Bibliotechnicien	1
Technicien en administration	8
Technicien en personnel	1
Technicien en information	5
Technicien en informatique	1
Technicien arts grap. et appliqués	1
TOTAL	52
GRAND TOTAL	155

Autres

51. Liste de toutes les études et analyses faites à ce jour sur le statut politique et économique du Québec

Aucune

52. Copie à jour de la liste de tous les documents disponibles dans votre ministère ou organisme tel que prescrit par la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (Chapitre A-2.1)

« Conformément à la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, la liste de classement des ministères et organismes est disponible pour consultation sur place. »

53. La liste de toutes les sociétés (OSBL) créées par le ministère ou par un (des) employé(s) du ministère ou de l'organisme pour les cinq dernières années

Aucune

54. Dépenses effectuées en 2001-2002 par le ministère et ses organismes dans les technologies de l'information

- a) Téléphone : voir la question 10
- b) Matériel informatique : voir la question 27
- c) Logiciels : voir la question 27
- d) Programmation : 750 \$
- e) Formation : voir la question 10